



Chambre des communes
CANADA

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

AGRI • NUMÉRO 021 • 3^e SESSION • 40^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mercredi 12 mai 2010

—
Président

M. Larry Miller

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le mercredi 12 mai 2010

• (0900)

[Traduction]

Le président (M. Larry Miller (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC)): La séance est ouverte.

Je suis ravi d'être en Nouvelle-Écosse, dans cette charmante province. Je suppose que quelques témoins n'ont pas encore pris place. Pas de problème, mais nous aimerions commencer. Nous avons toujours l'impression qu'il manque de temps. Plus vite nous commencerons, plus nous disposerons de temps.

Je tiens à remercier encore une fois les témoins. Nous poursuivons notre étude pancanadienne sur l'avenir de l'agriculture et, en particulier, sur la façon dont nous pouvons attirer les jeunes en agriculture et les garder.

Sans plus tarder, passons aux témoignages de M. Peter Elderkin et de Mme Harbottle, qui parlent à titre personnel.

M. Elderkin, ce serait bien si vous pouviez limiter vos observations à sept minutes environ.

M. Peter Elderkin (à titre personnel): C'est parfait. Merci beaucoup.

On m'a dit que cette étude avait pour but de trouver le moyen d'encourager les jeunes agriculteurs et de les garder dans le secteur agricole. Lorsque votre adjointe m'a appelé, je lui ai dit que je devrais peut-être me faire teindre les cheveux avant de me présenter ici...

Des voix: Oh, oh.

M. Peter Elderkin:... car je dépasse l'âge attendu. Toutefois, la question m'intéresse peut-être, car j'ai quatre fils.

L'un d'entre eux travaille actuellement à la ferme, mais il le fait essentiellement parce qu'il est sans emploi pour le moment. En fait, mes quatre fils ne veulent pas faire ce que j'ai fait. Ils ne veulent pas mener la vie que nous avons menée ces derniers temps, et je ne les incite pas à le faire.

Je n'ai pas préparé de document officiel, car je bafouille quand j'essaie de suivre une version écrite, tandis que je peux me débrouiller assez bien quand je n'en ai pas.

Je pratique l'agriculture depuis plus de 30 ans avec mon père. Nous avons une plantation, et ma famille exploite la ferme depuis 1760. Mon père est très reconnaissant que j'aie pris la relève, car il n'aura pas à liquider l'exploitation. Il croit que je devrai probablement le faire.

Notre secteur connaît des problèmes importants. En fait, le principal problème que nous avons est un problème de revenu, qui touche autant les agriculteurs d'expérience que les nouveaux. On nous propose des programmes les uns à la suite des autres, mais nous avons un problème de revenu. Ce problème n'est pas du genre à inciter nos enfants à prendre la relève.

Nous avons connu des années assez difficiles. Actuellement, notre ferme familiale est surtout une exploitation fruitière. Nous ne produisons que des pommes pour des grossistes. Notre exploitation a été l'une des premières dans la province à perdre son accès aux marchés. En 1985, nous avons été durement touchés par les changements au sein du Clover Group de Sobeys qui ont favorisé plutôt Mason et Belliveau. En 1985, nous avons donc pratiquement perdu notre marché, soit Clover, à Moncton, qui approvisionnait essentiellement la partie francophone des côtes du Nouveau-Brunswick.

Nous avons essayé un certain nombre de choses au cours des années. Nous avons mis sur pied une société de commercialisation avec plusieurs autres agriculteurs. Nos efforts de commercialisation ont essentiellement pour but d'éviter la concurrence entre nous. Les exploitations agricoles s'occupent ensemble de l'emballage, de l'entreposage et du transport de leurs produits. En fait, lorsque nous sommes en concurrence, nous le sommes sur le prix. Nous combinons donc nos efforts de commercialisation de cette façon. Par contre, nous nous situons toujours à l'extérieur du circuit de distribution, et notre problème, c'est toujours le revenu.

Nos dépenses sont astronomiques. Les gouvernements fédéral et provincial nous proposent encore et encore des programmes, qui ne règlent toujours pas le problème du revenu agricole. Il y a quelques années — en 2005-2006, je crois —, on a mis sur pied un programme expérimental d'options. Bon nombre d'entre vous le connaissent probablement. Au fond, c'était une mesure de revenu garanti qui prenait le revenu imposable d'un agriculteur de sa déclaration de revenu et qui le transférait... À l'époque, cela représentait, je crois, 25 000 \$ pour une famille et 15 000 \$ pour une personne.

Ce qu'il faut faire au Canada, à mon avis, c'est de cesser de proposer des programmes l'un après l'autre. Il faut mettre sur pied une mesure qui réglera la question du revenu. Lorsque ce sera fait, nous n'aiderons pas seulement les agriculteurs d'expérience, mais également les jeunes agriculteurs. Lorsque ceux-ci démarrent une entreprise, qu'il s'agisse d'une petite ou d'une grande exploitation, ils doivent pouvoir compter sur un minimum, et ce, sans égard au montant investi. Il est temps de se pencher sur la question et de considérer nos agriculteurs de la même façon qu'on considère les enseignants et les travailleurs de la santé. Nous ne remettons pas en question le système de santé — je suppose que certains le font, mais nous prenons conscience de son importance —, et nous ne mettons vraiment pas en cause le revenu des médecins. Le milieu de l'enseignement a été stabilisé par le fait que les enseignants savent ce qu'ils auront: ils gagnent assez d'argent pour que les postes attirent des gens. En fait, ils gagnent suffisamment d'argent pour qu'il y ait des enseignants en surnombre. Toutefois, la situation est cyclique, et tout est une question de cycles.

Lorsque cette mesure sera mise sur pied, elle incitera des gens à se lancer dans le secteur agricole parce qu'ils sauront qu'ils obtiendront un revenu.

● (0905)

Il faut mettre sur pied un système de revenu fondé sur l'impôt. Nous remplissons tous une déclaration de revenu. Nous savons de quoi il s'agit et nous savons comment la remplir. Il faut cesser de proposer encore et encore des programmes ponctuels et mettre sur pied un système pour que nos agriculteurs puissent... Pour beaucoup d'entre nous, ce serait bien de commencer par nous faire atteindre le seuil de pauvreté. Qu'on veuille lui donner le nom de subvention agricole, de subvention anti-pauvreté ou un autre nom, cette mesure permettrait à de nouvelles personnes de se lancer en agriculture.

Il faut que les gens comme moi puissent profiter de pensions. Mes enfants ont entre 20 et 34 ans. L'un d'eux est étudiant et travaille dans une mine en Colombie-Britannique. Il suit un programme coopératif en génie. Un autre est camionneur dans le Nord de l'Alberta. Il gagne plus...

Mon temps de parole tire-t-il à sa fin?

Quoi qu'il en soit, il faut faire quelque chose pour régler cela. Il faut verser des pensions. Il faut trouver des façons de réduire les dettes. La réduction de l'endettement ne serait pas un problème si les agriculteurs profitaient d'un supplément de revenu. Il faut trouver des façon de faire cela.

De plus, il faut faciliter la transmission des exploitations agricoles. Les fermes familiales sont le cœur même du Canada. Cette mesure s'adresserait aux fermes familiales. Il faut faciliter la transmission des fermes familiales d'une génération à l'autre. Les pensions permettent aux agriculteurs retraités de sortir de leur ferme, mais elles conservent l'expertise sur les lieux. Il est très important de poursuivre le mentorat.

Il faut cependant que tous les agriculteurs, qu'ils soient jeunes ou non, profitent d'un revenu. Cette mesure réglerait toute la situation, partout. Elle réglerait la crise de l'endettement du secteur agricole, car on payerait les intérêts et rembourserait les dettes.

Il faut tenir compte de l'ensemble de la situation et sabrer dans vos programmes. On consacre probablement assez d'argent dans les programmes actuels des gouvernements fédéral et provinciaux pour mettre sur pied un programme comme celui-ci sans qu'on n'ait à augmenter beaucoup les dépenses des consommateurs. Le seul problème, c'est que ce sera probablement difficile pour les fonctionnaires d'éliminer les dizaines de programmes que le ministère de l'Agriculture gère actuellement.

Suis-je rendu à la fin des sept minutes?

Le président: Oui. Très exactement, en fait.

M. Peter Elderkin: Voilà, c'est tout. Comme vous le voyez, je suis capable de discourir longtemps, et probablement de prendre tout le temps qui est réservé aux autres. Mais merci de m'avoir donné l'occasion de parler. Il faut prendre le sujet très au sérieux et agir très rapidement. Il faut sabrer dans les programmes et offrir un revenu stable. Agissons. Soutenons les gens qui ne profitent actuellement d'aucun soutien. Ne nous inquiétons pas si nous subventionnons les exploitations agricoles qui sont rentables. Faisons en sorte d'aider celles qui ne le sont pas.

Le président: Merci beaucoup.

Passons maintenant à Mme Harbottle, qui dispose de sept minutes.

Mme Cammie Harbottle (à titre personnel): Je me nomme Cammie Harbottle, j'ai 28 ans et j'ai grandi dans une petite ville

d'une région rurale de Colombie-Britannique. L'agriculture traverse une crise, c'est clair, et je suis sûre que bon nombre des témoignages que vous entendrez ou que vous avez entendu dans tout le pays concernent cette crise. Mais mon histoire offre un exemple de solutions et de réussites au milieu de ces difficultés.

La première partie de mon histoire concerne l'éducation. Ma famille n'avait aucun lien avec l'agriculture ou la ferme. J'ai acquis ma première connaissance véritable de l'agriculture après avoir décroché de l'université au Nouveau-Brunswick. Je ne faisais que m'asseoir dans une classe et lire sur des sujets abstraits et aléatoires, dans un monde en butte à de graves difficultés, et je ressentais le besoin d'aborder ces difficultés sous un angle pratique et constructif. J'ai donc quitté l'université pour revenir en Colombie-Britannique et suivre un programme d'agriculture écologique à la ferme Linnaea sur l'île Cortes.

Ce programme unique en son genre regroupe des idéalistes et des gens dévoués sur une ferme véritable. Linnaea vous enseigne à traire les vaches, à abattre un mouton, à diriger une entreprise de semences et à travailler dans une exploitation maraîchère. C'est à Linnaea que j'ai découvert ma passion pour la forge. C'est le genre d'éducation qui vous donne à la fois l'inspiration et le nécessaire pour survivre aux peines et difficultés inévitables que connaît tout agriculteur débutant.

Linnaea a été pour moi comme une première année universitaire. J'ai obtenu ensuite une maîtrise et un doctorat, peut-être même que j'ai acquis un peu de sagesse, à l'une des petites fermes maraîchères biologiques les plus en vue au Canada. Cette ferme d'à peine 25 acres subvient aux besoins d'une famille de quatre personnes et de l'équivalent de cinq employés à temps plein. Quand le poids de la neige a détruit quatre serres, l'agriculteur a payé comptant pour une toute nouvelle serre — et comptant aussi pour le nouveau tracteur quand il a fallu remplacer l'ancien. Précisons qu'il parvient à ce résultat avec 12 acres de légumes, et que l'autre moitié de la ferme est de l'engrais vert. Pour acheter ses produits, les gens font la file pendant plus d'une heure au marché de légumes biologique qu'il vient d'ouvrir à Salmon Arm, en Colombie-Britannique.

C'est un modèle qui marche, sur le plan économique et écologique, et qui est bon pour la santé des gens. Tout le monde y gagne — en premier lieu, on acquiert une éducation, et en deuxième lieu, on obtient des produits maraîchers biologiques.

J'y suis resté cinq ans avant de m'établir à Tatamagouche avec mon conjoint et de créer ma propre ferme. J'en suis à ma deuxième année de culture alternée d'engrais vert et de légumes sur neuf acres. Comme l'année dernière, j'ai plusieurs débouchés, soit le marché de producteurs à Halifax, un marché en semaine à Tatamagouche, le programme communautaire d'agriculture en bac à Tatamagouche, la ville de Truro et des entreprises locales qui nous appuient.

Les revenus bruts de ma ferme sont de 55 000 à 58 000 \$ et servent à payer mon salaire et celui de mon employé, et les versements sur le prêt pour les dépenses de capital. Ce revenu provient de quatre acres. À la différence de beaucoup de nouveaux agriculteurs, j'ai accès à des terres sans hypothèque, parce que je vis sur une ferme de 100 acres qui est une fiducie foncière communautaire.

Une fiducie foncière communautaire est un mécanisme qui soustrait les terres au marché privé, pour garantir qu'elles demeurent abordables en perpétuité. Le Canada compte peu de FIBC, mais aux États-Unis, elles s'étendent sur des milliers d'acres et comptent aussi des milliers de maisons. À Burlington, au Vermont, plus de 6 000 maisons sont sur des terres appartenant à de telles fiducies. Ce modèle efficace et qui a fait ses preuves garantit que les terres sont abordables.

Des communautés vivantes et diversifiées constituent la quatrième solution. À Tatamagouche, il y a des Bouddhistes, des Chrétiens, des athées et des agriculteurs résolument vieille école. Tous ces gens m'ont appuyée de toutes les façons, qu'il s'agisse de libérer de l'air de la servodirection de mon tracteur, de lutter contre le plastique de serre dans un coup de vent — j'exagère un peu — ou même d'acheter des légumes alors qu'ils cultivent leur propre potager. Au Canada, les gens sont profondément attachés à leurs communautés rurales, qui sont source de grande sagesse et de force. Le reste du Canada ne doit pas s'en désintéresser.

Les mentors sont la cinquième solution. À chaque étape, quelqu'un m'a donné un calendrier d'ensemencement, ou encore expliqué comment créer un hangar d'empotage, irriguer ma serre ou me débarrasser du ver gris. Ces mentors sont les meilleurs professeurs dans notre société, et ils méritent qu'on les honore à ce titre.

Mais tandis que j'applique ces solutions que j'ai eu la chance de rencontrer dans ma jeune carrière, je sais bien que la majorité des agriculteurs qui m'entourent doivent travailler plus que de raison, et plus qu'on est en droit d'attendre de n'importe quel emploi. Cette situation et l'importance cruciale de l'alimentation et de l'agriculture pour la société, m'ont poussée à me joindre au Syndicat national des cultivateurs pour appuyer l'agriculture dans tout le Canada. Je suis membre du Syndicat depuis trois ans et j'en suis devenue la vice-présidente pour les jeunes en novembre 2009.

Votre comité devrait non seulement améliorer les solutions que j'ai mentionnées, mais aussi se pencher sur le problème du financement. La section des jeunes du Syndicat a beaucoup discuté de la question.

● (0910)

Permettez-moi de vous parler de deux amis qui ont lancé une exploitation maraîchère à 20 kilomètres de chez moi. Tous deux travaillaient dans les champs de pétrole en Alberta, mais ils étaient désillusionnés et mécontents de leur vie, et sont revenus sur la ferme familiale en Nouvelle-Écosse pour cultiver des aliments nutritifs destinés à leur communauté. L'accès aux fonds d'investissement dans l'aide et l'infrastructure nécessaires pour assurer la viabilité de leurs fermes leur est interdit. Et comme ils ne possèdent pas leurs terres, ils ne peuvent s'adresser à Financement agricole Canada ou au programme de la Loi canadienne sur les prêts agricoles.

Des jeunes agriculteurs dans leur situation n'ont pas l'avoir propre que ces programmes exigent. Ils sont coincés jusqu'à ce qu'ils soient obligés de repartir dans les champs de pétrole, comme l'un des deux envisage de le faire cette saison.

Pour conclure, je préconise cinq solutions.

La première est une éducation pratique, théorique, complète et pertinente, qui inspirera les gens. Le Canada a besoin de beaucoup de fermes Linnaea.

La deuxième, c'est que le modèle de l'exploitation maraîchère biologique fonctionne de toutes les façons. Il faut une alimentation saine aux Canadiens.

La troisième est l'accès aux terres. Les FIBC garantissent des terres abordables en perpétuité.

La quatrième est une communauté rurale vivante. Quel jeune souhaite donc exploiter une ferme rurale en l'absence d'autres jeunes?

La cinquième est le mentorat. Il faut que des mentors puissent prodiguer des conseils et inspirer les gens, et qu'ils aient aussi du temps à nous consacrer.

Ces solutions constituent les semences. Votre tâche est de les planter partout au Canada.

Merci.

● (0915)

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant la parole à Mme Bishop, pour sept minutes.

Mme Patricia Bishop (à titre personnel): Bonjour.

Je ne suis pas sûre que le comité soit conscient de l'importance et du caractère unique de l'agriculture en Nouvelle-Écosse — en fait, dans les provinces de l'Atlantique — et de toutes les occasions qui s'offrent ici.

Mon mari et moi avons vécu à Fort St. John en Colombie-Britannique, au service d'une exploitation bovine et céréalière. L'agriculteur croyait que tout le monde en Nouvelle-Écosse était pauvre, ce qui montre on ne peut plus clairement que les gens au Canada n'ont aucune idée de la diversité et de l'importance de notre agriculture. Mais c'est très varié, depuis la canneberge au bleuets, en passant par les légumes et les exploitations de viande bovine. Quand l'occasion vous sera offerte de faire une visite, j'espère que vous saurez reconnaître la grande diversité offerte par la Nouvelle-Écosse.

Notre région est différente — la région atlantique est différente de toutes les autres au Canada. Quand nous examinons les politiques d'un bout à l'autre du pays, il importe de prendre conscience que nous ne sommes pas tous les mêmes. Les politiques qui se révèlent utiles aux provinces de l'Ouest se font souvent au détriment de notre petite région, où tout est dense. Les politiques ne semblent pas nécessairement aider notre région.

Comme je n'ai pas toutes les réponses, j'ai communiqué avec plein de gens dans mon réseau pour leur demander ce dont je devais parler sans faute. Tout le monde a mentionné la rentabilité. Nous devons mettre en place un mécanisme pour garantir la rentabilité. On dit que les coûts de lancement sont ce qui fait obstacle à l'entrée dans l'agriculture, mais ce ne serait pas un problème si nous avions un solide modèle de gestion qui démontrerait que notre capital investi donnerait un bon rendement. Le problème pour l'instant est que nous ne voyons pas comment rembourser la dette que nous devons contracter pour nous lancer dans l'agriculture. Bien d'autres entreprises dans ce monde contractent de lourdes dettes, mais elles semblent avoir un modèle de gestion, parce que leur produit a de la valeur. Actuellement, l'agriculteur ne reçoit pas la juste valeur ou le rendement qui convient pour son produit. La question de rentabilité est donc d'une importance cruciale.

Quand on voit par exemple que le coût des pesticides biologiques ou conventionnels est différent de l'autre côté de la frontière pour des raisons de réglementation, nous devons trouver moyen d'égaliser un peu les chances en termes de commerce et des coûts de production.

La main-d'œuvre nous pose aussi des problèmes. L'augmentation du salaire minimum n'aide pas les choses. Bien sûr, nous voulons que tout le monde ait un bon revenu, mais l'augmentation du coût de la main-d'œuvre cause beaucoup de tort à la capacité de notre région — en fait, du pays tout entier. Ce n'est sans doute pas un problème propre à notre région.

Je viens de mentionner deux ou trois questions de rentabilité.

Le comité voudra peut-être aussi consulter les agriculteurs sur les façons de mieux communiquer l'information. Je crois que nous devons encourager la coopération, et aussi trouver moyen de ne pas travailler de façon isolée mais plutôt de collaborer au sein d'une région et à travers le pays. Il nous faut des objectifs communs, des solutions partagées, et des dirigeants et mentors pour nous aider à établir cette collaboration.

La recherche est l'un des aspects de la rentabilité et de l'agriculture dans notre province. À Kentville, nous avons une station de recherches d'importance essentielle à l'évaluation des cultivars en Nouvelle-Écosse. Cette station apporte une aide aux nouveaux agriculteurs et elle nous aide aussi à mettre à l'essai des innovations pour nous adapter au changement, de même qu'à créer de nouvelles possibilités pour l'agriculture. La station de recherches est d'importance capitale pour la continuité de la productivité et de la viabilité de l'agriculture dans notre région.

Qu'est-ce que j'ai à ajouter? Essentiellement, qu'il me semble nécessaire d'offrir davantage d'incitatifs. Il serait vraiment bien de mettre plus d'argent dans la commercialisation. Tandis que je venais en voiture ce matin, je songeais au grand nombre de Canadiens qui en savent beaucoup sur notre histoire grâce à ces merveilleuses longues annonces à la télévision, qui aident à construire la culture. Mais pourquoi ne pas faire d'annonces sur le soutien à notre économie agricole locale et aux agriculteurs locaux, sur la saine nutrition qui produirait un pays sain et une économie rurale en santé et vigoureuse, sur le soutien aux petites et grandes fermes, et aussi sur la production biologique dont Cammie nous a parlé?

● (0920)

Nous les Canadiens, nous devons investir dans ces différentes méthodes de soutien à l'agriculture, et aussi les assumer, les appuyer et croire en elles. Nous devons trouver un moyen — et je crois que ce doit être le gouvernement fédéral — de dire que nous accompagnons l'agriculture canadienne, parce qu'elle connaît cette situation. Elle est un élément de notre cohésion sociale, de notre culture, de notre qualité de Canadiens.

C'est donc une question de recherche, de rentabilité et de transmission d'un message. Il s'agit aussi de donner aux agriculteurs la même reconnaissance nationale qu'aux autres.

Le président: Merci beaucoup, Patricia.

Nous passons maintenant à Erica Versteeg.

Mme Erica Versteeg (à titre personnel): Bonjour. Je me nomme Erica Versteeg et je suis heureuse de cette occasion de vous entretenir de certaines des difficultés que nous avons éprouvées à nous lancer dans l'industrie laitière, mon mari Tony et moi.

Nous nous sommes connus au collège d'agriculture avant d'obtenir notre diplôme en sciences de l'agriculture. Depuis, nous avons vécu et travaillé sur des fermes, et œuvré dans l'industrie. Nous avons de jeunes enfants. Je suis coordonnatrice de la planification environnementale agricole et Tony est surveillant de la production à une laiterie détenue par les producteurs. Il a récemment quitté un emploi dans une ferme, quand il s'est révélé impossible de s'entendre sur le prix d'achat de cette ferme. Notre

rêve est de devenir un jour propriétaires-exploitants d'une laiterie dans les Maritimes.

Nous avons essayé d'acheter dix fermes depuis huit ans. À chaque fois, nous avons été à la merci de la décision de l'agriculteur. Nous n'avons jamais pu conclure de marché, parce qu'à vrai dire, la valeur de liquidation d'une ferme est supérieure au flux de trésorerie possible de l'entreprise.

Je tiens à dire que je ne blâme pas les vendeurs. Ils étaient tous disposés à nous léguer des biens pour que l'exploitation puisse se poursuivre. Le vendeur n'est pas le seul responsable de veiller au transfert d'une ferme à la nouvelle génération. La vente d'une ferme doit éteindre les dettes de l'entreprise et subvenir à la retraite du vendeur. Je comprends bien cela. Mais il faut qu'une ferme soit transmise à la génération suivante, sous peine de disparaître. Par le passé, nous avons essayé les moyens traditionnels d'acquérir une ferme — négociation du prix, financement par le prêteur, financement par l'acheteur, transfert graduel des biens, et le bon vieil apport de son travail manuel. Mais rien n'y a fait, c'était insuffisant. Nous sommes fortement convaincus que nous possédons toutes les compétences voulues pour réussir dans l'industrie laitière, à condition de pouvoir mettre le pied dans la porte.

L'hiver dernier, une occasion s'est présentée à nouveau. Tony et moi avons décidé qu'il fallait coûte que coûte acheter une ferme, qu'il devait y avoir moyen d'y parvenir. Nous savions que ce serait sans doute compliqué, mais nous pensions que ce serait possible si nous changions de méthode. Nous avons demandé conseil à des comptables, des avocats, du personnel de ministère de l'Agriculture et du personnel provincial responsable du développement économique. Nous avons communiqué avec notre député à l'Assemblée législative, et nous avons vu une chose toute nouvelle: un investissement extérieur. Peut-on vraiment croire qu'une personne dans le début de la trentaine ait assez d'avoir propre pour faire l'acquisition d'un bien de 3 millions de dollars?

Nous avons cherché partout des programmes d'aide provinciaux et fédéraux et, au début, nous avons cru en trouver certains à notre convenance. La réponse a été parfois rapide, par exemple celle de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, ou APECA, mais nous ne sommes pas dans le secteur agricole primaire. Parfois aussi, nous avons cru un moment que nous avions finalement trouvé la formule magique. Nous avions sous la main un petit groupe d'investisseurs possibles avec qui nous nous sentions à l'aise, et nous avons songé à lancer un Fonds d'investissement pour le développement économique des collectivités, ou CEDIF, dont la préparation coûte de 25 000 à 30 000 \$ — le prix est élevé parce qu'il faut faire toutes sortes de contorsions. Mais après tout, nous ne cherchions pas à acheter une petite entreprise. Le coût de création du CEDIF semblait en valoir la peine, puisqu'il offrait une certaine sécurité aux investisseurs, un crédit d'impôt et la possibilité d'ouvrir un REER autogéré. La valeur était réalisable en bout de ligne — mais une analyse plus poussée a révélé que le résultat était le même. Le programme n'était pas fait pour nous, parce qu'il fallait un minimum de 25 investisseurs au lieu des 6 que nous voulions, et qu'aucun investisseur n'avait le droit de détenir plus de 20 p. 100 de l'entreprise.

Que faut-il donc changer? Nous estimons qu'il faudrait assouplir les programmes ou accorder des dérogations aux règles actuelles, au cas par cas. On pourrait envisager un comité qui étudierait les exceptions, afin qu'on puisse examiner les projets qui répondent aux objectifs d'un programme, même s'ils ne respectent pas tous les critères. Nous avons bien réfléchi à ce qui aiderait vraiment beaucoup ceux qui veulent acheter une ferme. Nous avons aussi demandé l'avis d'amis qui sont à la périphérie de l'industrie laitière et qui cherchent à y entrer.

Un allègement fiscal en faveur des agriculteurs qui vendent leur ferme sous forme d'entreprise en exploitation, plutôt que de la liquider, était notre idée maîtresse. Mais à la réflexion, il nous a paru qu'encourager la vente d'une ferme sous forme d'une exploitation — ce qui serait certainement un gain aussi pour l'acheteur — revenait en fait à s'occuper en premier du vendeur, au lieu d'offrir une aide directe à l'acheteur. Pourquoi donc ne pas inverser la chose? Pourquoi ne pas remettre l'impôt que le vendeur verse au gouvernement au nouveau propriétaire, en étalant les paiements sur un délai déterminé? Au lieu que les impôts disparaissent tout simplement, puisque le gouvernement ne les possède pas vraiment, l'acheteur les réinvestirait sur le champ dans l'industrie. On réduirait ainsi considérablement l'écart entre la valeur du bien et le flux de trésorerie possible.

• (0925)

Au niveau provincial, il existe un programme de remise des intérêts administré par la Nova Scotia Farm Loan Board, qui permet à un nouvel arrivant de bénéficier d'un moratoire d'un maximum de 20 000 \$ sur les intérêts pendant les deux premières années du prêt. C'est une mesure utile, certes, mais qui reste relativement de peu d'importance. La difficulté, c'est qu'un seul nouvel arrivant au sein de l'entreprise peut bénéficier de cette mesure à un moment donné. Cela décourage donc la mise en commun de capitaux de plusieurs nouveaux investisseurs souhaitant monter une entreprise en participation. Pourquoi ne pas étendre l'application du programme en place pour que ce moratoire de deux ans sur les intérêts puisse bénéficier à chacun des nouveaux investisseurs dans l'entreprise?

Il serait bon aussi d'avoir un programme qui récompense les capitaux patients. Par « capitaux patients », j'entends des capitaux investis dans une entreprise pendant 5 ou 10 ans au minimum sans que l'on s'attende à toucher un dividende pendant les premières années d'exploitation. Nous avons constaté qu'il était important que l'on ait quelque chose à offrir aux investisseurs potentiels sans renoncer à sa situation en tant qu'actionnaire majoritaire.

Donc, qu'allons-nous faire maintenant avec Tony? Cette semaine, nous allons continuer d'essayer de signer un contrat d'achat d'une exploitation laitière. Là encore, tout dépendra du bon vouloir des vendeurs.

Je vous remercie.

Le président: Merci, Erica.

Nous allons maintenant donner la parole à Curtis Moxsom, pendant sept minutes.

M. Curtis Moxsom (à titre personnel): Bonjour.

Monsieur le président, mesdames et messieurs, je n'ai pas rédigé mon exposé. Je vais tâcher d'improviser. C'est la première fois que je suis invité à l'une de ces conférences, alors je suis un peu nerveux.

Le président: Il n'y a aucune raison d'être nerveux, Curtis.

M. Curtis Moxsom: Je suis d'accord avec Peter. Avec tous ces jeunes autour de nous, j'aurais bien dû me teindre les cheveux ce matin moi aussi.

Une voix: Certains de nos collègues de la Chambre des communes devraient bien le faire aussi.

Une voix: Certains n'ont pas de cheveux.

Des voix: Oh, oh!

M. Curtis Moxsom: J'ai toujours les miens.

Voilà 35 ans que j'ai une exploitation laitière à Stewiacke, en Nouvelle-Écosse. Nous avons 200 vaches laitières. Voilà aussi 41 ans que je suis courtier en bestiaux et vendeur de bétail. Mon fils est entré dans l'exploitation en 2003 et nous avons dépensé 3 millions de dollars pour d'importants travaux d'agrandissement six semaines avant la crise de l'ESB. Notre chiffre d'affaires a été en 2002 de 3,8 millions de dollars en comptant nos ventes de bétail et, depuis 2004, nous sommes retombés à un chiffre se situant entre 1,7 et 2,1 millions de dollars, alors qu'il nous reste encore ce prêt à rembourser, y compris les intérêts.

Mon fils travaille encore aujourd'hui dans l'exploitation, mais il est inquiet, et moi aussi. Nous croulons sous les dettes et il faut aussi rembourser les intérêts. Aucun programme ne nous vient en aide de ce point de vue. Il y a bien le PCSRA, le CSRN et d'autres programmes de ce genre, mais il faut attendre quatre ans après avoir cotisé dans le programme pour toucher un chèque, l'argent est donc bloqué pendant quatre ans, sans intérêt et sans aucun avantage correspondant. On voit bien mal comment les jeunes pourraient aujourd'hui s'installer dans l'agriculture compte tenu des coûts. Comme l'ont dit les autres témoins, tout est une question de rentabilité.

Je peux vous prouver chiffres en mains que voilà 10 ans que nous touchons à peu près le même prix pour chaque litre de lait, mais que nos frais d'exploitation ont doublé: le carburant, les céréales, la main-d'oeuvre, la machinerie — tout est à l'avenant. Notre investissement n'est donc pas rentable.

L'un de mes fils travaille avec moi à la ferme. L'autre est parti. Je pense que celui qui est parti se débrouille mieux que celui qui est resté, mais ce dernier est un convaincu comme moi; il aime l'agriculture. J'ai trois petits-enfants qui grandissent. L'un d'entre eux envisage de travailler à la ferme; les deux autres ne sont pas contre. Je ne vois pas quel pourrait être leur avenir.

Si nous voulons que ces jeunes restent dans l'agriculture, il faudra mettre en place des programmes. Nous en avons beaucoup auparavant. Nous avons du personnel à Truro au ministère de l'Agriculture de la Nouvelle-Écosse. Tous les bureaux ont été fermés il y a 5 à 10 ans environ. Il y avait du personnel que nous pouvions contacter pour certaines choses. Il existait de nombreux programmes s'appliquant au défrichage, à l'établissement de bassins, etc. Tout a disparu. Cette année, justement, on s'est débarrassé du programme concernant le défrichage. Aujourd'hui, lorsqu'un agriculteur veut agrandir son exploitation et défricher des terres, il n'y a plus de subventions. On nous a retiré toutes nos pommes et toutes nos carottes, mais pourtant elles continuent à nous coûter de l'argent.

Depuis la crise de l'ESB, les vaches que nous devons mettre à la réforme ne valent plus rien. J'envoie à chaque semaine des vaches de réforme au Québec. C'est là que se trouve aujourd'hui la seule installation fédérale. Les vaches laitières — j'exportais des vaches laitières à Terre-Neuve et aux États-Unis. J'étais un acheteur pour la Chine. Le marché s'est effondré. On nous payait nos génisses entre 1 800 \$ et 2 500 \$. Aujourd'hui, on a bien de la chance quand on peut vendre une génisse 1 000 \$, mais il nous en coûte 2 000 \$ pour l'élever. On brade donc nos actifs pour payer nos intérêts, en quelque sorte.

La solution, selon moi, si nous voulons que ces jeunes s'installent dans l'agriculture, c'est de mettre en place des programmes au moyen desquels le gouvernement offrirait des garanties de prêts ou des prêts sans intérêts pendant les 10 premières années. On pourrait instituer un comité composé d'agriculteurs à la retraite ou de membres du gouvernement pour superviser les exploitants qui démarrent.

Si nous ne conservons pas l'agriculture canadienne — voilà maintenant 30 ans qu'on en parle —, nous allons devoir acheter les produits d'autres pays. J'estime que les normes canadiennes sont excellentes. Nos normes de fabrication en matière de lait ou d'inspection des viandes sont très strictes. La qualité des produits qui entreront dans notre pays en provenance de l'étranger sera très inférieure et la première chose que l'on va constater, à mon avis, c'est une recrudescence des maladies.

Pour en revenir à l'industrie touristique, sans les agriculteurs à la base, sans la campagne et la beauté des paysages, tant appréciés des touristes, je considère qu'en plus des agriculteurs, il y a les retombées pour les vétérinaires, les vendeurs d'aliments, tous ceux qui vivent de l'agriculture. Sans les exploitations agricoles, tout cela disparaît.

Dans mon travail de courtier, ces cinq dernières années, j'ai constaté que la moitié de mes clients de l'industrie laitière avaient cessé leur exploitation. Ils estimaient qu'il n'était plus rentable et plus possible de continuer. Ils avaient des fils qui ne pouvaient pas se permettre de s'installer pour faciliter la retraite de leurs parents.

● (0930)

L'ensemble de l'industrie est donc en train de s'effondrer. Je considère personnellement qu'il est trop tard pour les exploitations bovines et porcines. L'industrie laitière est en difficulté. Si nous ne réagissons pas immédiatement, dans 5 ou 10 ans, il n'y aura plus d'exploitations agricoles — c'est ce que je crois — à moins que l'on crée des programmes, des subventions et un moratoire sur les intérêts, des mesures incitatives pour aider les jeunes à s'installer dans l'agriculture en leur faisant comprendre que c'est une activité qui peut être finalement rentable.

Voilà, j'ai fini. Je vous remercie.

Le président: Merci beaucoup, Curtis, et merci à tous de ne pas avoir dépassé le temps imparti.

M. Oulton n'est pas ici, mais si jamais il arrive, nous lui laisserons le temps de présenter son exposé.

Nous allons passer aux questions.

Monsieur Eyking, vous disposez de cinq minutes.

L'hon. Mark Eyking (Sydney—Victoria, Lib.): C'est M. Brison qui va commencer.

Le président: Allez-y.

Monsieur Brison.

L'hon. Scott Brison (Kings—Hants, Lib.): Merci, et je souhaite la bienvenue aux membres du comité à Kings—Hants et dans le centre-ville de Greenwich. On se croirait à New York comparative-ment à la petite ville de Cheverie, où j'habite, mais soyez tous les bienvenus.

Chacun d'entre vous a son mot à dire. C'est important, car ce sont des questions complexes.

En tant que membre du comité sur le commerce, j'ai l'habitude de traiter de questions commerciales comme l'étiquetage du pays d'origine aux États-Unis ou la protection du régime de régulation de l'offre dans le cadre des discussions de libre-échange avec l'UE. Je vais donc commencer par un certain nombre de questions commerciales.

Que pouvons-nous, ou que devrions-nous faire en matière de politiques visant à élargir ou à diversifier les marchés de l'agriculture canadienne dans les Maritimes? Il y a une véritable demande dans des pays comme la Chine pour des produits haut de gamme comme les pommes honey crisp. La Chine s'intéresse fortement à certaines cultures relativement nouvelles et à forte valeur ajoutée que vous produisez. Y a-t-il en puissance des créneaux aux États-Unis pour les produits de qualité de l'agriculture canadienne des Maritimes, que nous ne savons pas exploiter et qui devraient nous intéresser davantage?

Je tiens à évoquer un certain nombre de réalités. Pour ce qui est de l'accès aux marchés, nous avons au Canada de grands distributeurs dans le secteur de l'alimentation. Loblaws et Sobeys sont les deux grands groupes d'achats régionaux dans les Maritimes. Nous avons des plans d'achats préférentiels au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à l'Î.-P.-É. Ne sommes-nous pas en train de subdiviser les Maritimes à notre propre détriment et ne devrions-nous pas travailler ensemble pour que nos groupes d'achats du secteur de l'alimentation n'aient qu'un seul programme privilégiant les achats dans les provinces de l'Atlantique ou des Maritimes? C'est ce que j'entends dire par les groupes que nous rencontrons.

J'expose les différentes questions et vous me répondez en bloc.

Pour ce qui est de la régulation de l'offre, il m'apparaît évident que les différents groupes de produits pour lesquels l'offre est réglementée procurent un revenu raisonnable aux producteurs, sur une base permanente. C'est une question controversée dans certains milieux, mais ne devrions-nous pas étendre ce mécanisme à d'autres groupes de produits? N'est-ce pas là une solution qui permet de dispenser un revenu permanent et régulier aux agriculteurs, pour qu'ils bénéficient d'un prix équitable pour leurs produits?

Sur la question du capital foncier, dont on a beaucoup parlé dans le comté de Kings, les agriculteurs doivent recevoir un prix équitable pour le principal élément de leur actif — les terres — lorsqu'ils prennent leur retraite tout en voulant conserver des terres agricoles de première qualité en exploitation, et quel est le rôle que pourrait jouer le gouvernement fédéral à cet égard?

Enfin, en matière de recherche, il y a une tendance à la centralisation de la recherche dans le domaine agricole. N'êtes-vous pas d'accord pour dire que l'on devrait en fait décentraliser davantage la recherche, raccorder entre eux les scientifiques par l'informatique et la technologie tout en faisant en sorte que les activités de recherche restent proches des agriculteurs et des cultures concernées, notamment si l'on prend l'exemple de la station de recherche de Kentville, afin de produire des cultures plus rentables?

Je vous remercie, et je suis prêt à écouter ce que vous avez à dire sur ces différents sujets.

● (0935)

Le président: Qui veut répondre?

M. Peter Elderkin: Je peux commencer.

La recherche, il faut qu'elle soit régionale. Il y a une incompréhension entre les régions, comme nous l'a dit Patricia, concernant le fonctionnement. Dans l'Ouest, on ne comprend pas vraiment comment on peut vivre en cultivant une denrée quelconque, ou plusieurs denrées, sur une petite superficie. Nous n'avons pas un mille carré de pommiers ou de cultures. Nous avons 50 acres de pommiers et 4 acres de poiriers. Il y a de la diversité. Nous cultivons des pêches. Il est important que la recherche reste sur place.

Au fil des années, j'ai dû prendre part à deux, trois et même quatre tentatives visant à obtenir un régime de régulation de l'offre pour les fruits. Les pommes faisaient l'objet d'un libre-échange avant même que le Parlement adopte le projet de libre-échange avec les États-Unis. Ça ne marchait pas pour les pommes à l'époque. Ça ne marche toujours pas — et je ne crois pas que ça puisse marcher. Un régime de régulation de l'offre avec une stabilisation des revenus a un certain mérite. La stabilisation des revenus remédie au problème de l'endettement agricole. Il faut qu'il y ait d'autres solutions — on peut penser aux retraites pour les agriculteurs.

Dans ma situation — et ce pourrait être une autre façon de voir les choses dans le monde actuel —, si j'avais des revenus de retraite, je n'aurais aucune difficulté à laisser ma ferme à mes fils. Dans la conjoncture actuelle, il faut faire bien attention, parce que dans l'état où en sont les finances de ma ferme, je pourrais très bien être accusé d'abuser de mes enfants compte tenu de la situation dans laquelle je les laisserais. Si nous introduisons un régime de stabilisation des revenus, ils pourraient faire face à leur endettement. La stabilisation des revenus permet de couvrir l'endettement et les dépenses. Elle vient se substituer aux programmes. Elle permet aux gens de s'installer. Elle les aide. Elle fait en sorte que les banques savent qu'elles seront payées. Si un programme permet à l'agriculteur qui prend sa retraite de ne pas s'inquiéter de la façon dont il va payer ses factures une fois parti, ce dernier pourra cesser ses activités tout en restant sur place. Les compétences ne seront pas perdues.

Voilà le genre de petites choses que nous pouvons faire. Nous devons permettre à l'agriculteur qui prend sa retraite de se construire une maison dans un coin de sa propriété.

• (0940)

Le président: Votre temps est écoulé, excusez-moi.

L'hon. Scott Brison: Est-ce que quelqu'un d'autre...

Le président: Vous avez épuisé à vous seul les trois quarts du temps qui vous était imparti, monsieur Brison, mais je vais autoriser quelqu'un d'autre à intervenir rapidement. Je vais essayer de me montrer souple.

Une voix: Il peut prendre sur votre temps.

Mme Patricia Bishop: Non, il n'y en a pas suffisamment.

Une voix: Il y a tellement de questions en jeu.

Le président: Veuillez faire le plus vite possible.

Mme Cammie Harbottle: Je voulais simplement intervenir rapidement sur la question des terres. Je sais que c'est un enjeu important parce que j'en ai parlé avec les jeunes agriculteurs de notre pays. Le système cadastral de propriété... Le problème me paraît difficile à régler s'il fallait constamment ponctionner les crédits fédéraux pour payer la différence entre le prix que demande le vendeur et ce que peuvent payer les jeunes agriculteurs. Par conséquent, si l'on envisageait un régime sur le modèle, par exemple, d'une fiducie foncière de type communautaire, seul un montant fixe de crédits fédéraux serait exigé. Si l'on mettait en place ce régime au niveau régional, par exemple en Nouvelle-Écosse, il suffirait que le gouvernement prévoie au départ un montant d'argent pour acheter ou mettre en réserve les fermes des agriculteurs qui partent, et cela pourrait se faire sous la forme de dons. Dès que ces fermes seraient en mesure d'être louées à d'autres agriculteurs, elles produiraient un revenu, qui pourrait alors être réaffecté à l'achat d'autres fermes, placées dans des fiducies foncières. On pourrait ainsi protéger les terres et continuer à les affecter à la production agricole en faisant en sorte qu'elles restent abordables pour les nouveaux exploitants tout en payant suffisamment les vieux agriculteurs pour qu'ils puissent

prendre leur retraite et éventuellement rester sur leurs terres aussi longtemps qu'ils le veulent.

Le président: Je vous remercie.

Puis-je demander aux députés — parce que j'ai l'obligation de veiller à ce que chacun puisse poser des questions — de bien utiliser votre temps en posant des questions précises? Ça nous permettrait d'économiser du temps.

Madame Bonsant, vous disposez de cinq minutes.

[Français]

Mme France Bonsant (Compton—Stanstead, BQ): Je vais poser mes questions en français.

Mon voyage entre l'Ontario et ici a été très beau. Cela ressemble un peu au Nord du Québec, ici. J'ai remarqué deux choses. Les jeunes ont une passion pour l'agriculture et personne ne veut les aider, aucune banque ne veut leur prêter de l'argent. J'ai également constaté que les personnes plus âgées sont prêtes à céder leur entreprise agricole, mais pas à n'importe quel prix.

M. Moxsom disait qu'il y a 10 ou 15 ans, plusieurs programmes gouvernementaux existaient. Au Québec, on est gâtés, on a de l'aide du gouvernement provincial en agriculture. Croyez-vous que les gouvernements devraient avoir deux programmes, l'un de garanties de prêts pour aider à racheter les fermes, l'autre de revenu minimum pour garantir une certaine stabilité et permettre aux jeunes agriculteurs d'affronter les obstacles? S'il y avait des programmes pour défricher la terre ou quoi que ce soit, si les jeunes avaient un revenu décent pour vivre et non seulement survivre, ils pourraient s'organiser avec tout ce qui touche à la ferme, payer leurs dettes, etc.

[Traduction]

Mme Patricia Bishop: Je vais répondre à cette question.

Il est clair que lorsque j'ai acheté mon exploitation agricole, nous avons dû en fait beaucoup travailler pour trouver les capitaux correspondant au versement initial. Il n'est pas facile de trouver tout cet argent, d'épargner une telle somme, lorsqu'on sort de l'université ou du collège ou lorsqu'on a suivi une formation quelconque. Ça représente beaucoup d'argent. Il serait extrêmement utile de pouvoir disposer de prêts plus accessibles aux jeunes agriculteurs.

Vous parlez de vivre, et non pas de survivre, et j'ai bien apprécié votre commentaire, parce que l'on voit bien comment on va pouvoir vivre dans 25 ou 30 ans, mais en attendant c'est une lutte permanente pour avoir une certaine qualité de vie comparable à celle que nous aurions dans d'autres entreprises ou dans d'autres secteurs d'activité.

Les deux propositions que vous venez de faire seraient à mon avis très utiles et aideraient beaucoup les jeunes agriculteurs qui s'installent.

• (0945)

Mme Cammie Harbottle: J'aimerais ajouter une chose.

Je suis d'accord avec ce qu'a dit Patricia. Il y a une chose que j'ai trouvée particulièrement difficile lorsqu'il m'a fallu obtenir du crédit. Je n'ai pas eu à défrayer l'hypothèque sur la terre, mais il m'a fallu trouver les capitaux pour payer les infrastructures et les frais de démarrage. Comme je ne possédais pas la terre, même si j'avais un bail de 99 ans renouvelable sur celle-ci, ce qui offre les mêmes garanties que la propriété, aucun établissement financier et aucun programme du gouvernement ne voulait reconnaître que c'était un capital propre pour garantir le prêt. Je n'ai donc pu obtenir aucun autre prêt et j'ai dû rassembler différents prêts privés personnels et faire appel à toutes mes ressources ainsi qu'aux programmes locaux s'adressant aux entrepreneurs. Nombre de jeunes agriculteurs ne possèdent pas leurs terres; ils ne font eux aussi que les louer. Nous devons pouvoir disposer de garanties de prêts accessibles aux agriculteurs qui n'ont pas ce capital au départ.

M. Peter Elderkin: Je vous dis oui, et je suis très heureux d'entendre... Ces programmes seraient formidables. J'en serais très heureux. Lorsque je parle de ne pas s'en tenir au seuil de la pauvreté, c'est une première étape. C'est une excellente chose de vous entendre dire qu'il faut pouvoir vivre, et non pas simplement survivre. C'est très important.

Il existe aujourd'hui des méthodes pour y parvenir. Je vous le répète, si je savais que ma retraite est garantie, je n'aurais aucune difficulté à donner ma ferme à mes enfants. Je n'aurais aucun mal à garder ma ferme en contrepartie d'une réduction de la dette ou d'une autre mesure de ce genre. Il m'est arrivé d'accueillir des gens et de les laisser se servir de mes terres. Un immigrant coréen voulait par exemple faire pousser des légumes coréens. Il m'a demandé combien je voulais qu'il me paye et je lui ai répondu qu'il pouvait utiliser gratuitement la terre, que je n'allais pas m'en servir cette année-là. Je lui ai en outre fourni des moyens de culture; un peu de pesticides dont il avait besoin.

Nous coopérons sur le terrain. Nous faisons ce genre de choses. Les agriculteurs s'entraident. Nous travaillons ensemble.

Avec Patricia, nous ne sommes pas dans le même camp pour ce qui est de la préservation des terres. Nous avons cependant les mêmes conceptions, nous considérons qu'il faut préserver la structure agricole du Canada. Je suis fermement convaincu qu'il faut sauver les agriculteurs, sauver les terres. Toutefois, en tant qu'agriculteur, je ne suis pas disposé à être le seul à payer. Actuellement, nous nous servons de notre capital pour nourrir le pays.

En ce qui concerne notre situation... Nous ne comprenons pas à quel point ce régime, avec deux acheteurs et deux vendeurs, nous coûte de l'argent dans ce pays. C'est très onéreux. Nous devons agir. Tant que l'ensemble de la population ne paiera pas, tant que nous n'aurons pas entrepris de subventionner et de protéger les agriculteurs, que ce soit sous la forme d'une régulation de l'offre ou d'une garantie des revenus, nous ne saurons pas combien ce système nous coûte. Il nous coûte beaucoup d'argent. Nous devons prendre ce genre de mesures. Il faut que les agriculteurs puissent survivre. Il y a bien des choses que notre population peut faire.

Dans ma famille, je suis sûr que si chaque génération n'avait pas vendu à la génération suivante, nous n'en serions pas là aujourd'hui, dans notre 250^e année au moment où je vous parle.

Le président: Merci, Peter.

Monsieur Allen, vous disposez de cinq minutes.

M. Malcolm Allen (Welland, NPD): Merci, monsieur le président, et merci à tous d'être venus. C'est intéressant.

Madame Bishop, je sais que vous vouliez répondre à l'une des questions que vous a posées M. Brison. Vous sembliez impatiente de le faire. Donc, puisque nous sommes dans la circonscription de M. Brison, je suis prêt à laisser les cinq premières minutes de mon intervention à M. Brison pour que vous puissiez répondre à sa question. Nous tenons à savoir tout ce que pensent les gens.

Mme Patricia Bishop: Je vous remercie.

La question portait sur les débouchés offerts, et je pense que nous pouvons sans aucun doute élargir nos marchés. Nous pouvons et nous devons le faire. Voilà entre autre pourquoi il est si important de continuer à faire des recherches ici même dans notre région, pour pouvoir améliorer ces possibilités et progresser.

J'estime aussi qu'on devrait bien considérer, en matière de débouchés, que nous constituons une région. Nous sommes trois provinces très indépendantes et bien particulières, mais nous constituons une seule et même région, qui présente bien des similitudes. Il me paraît donc bien utile de penser à l'échelle de la région lorsque nous commercialisons nos produits.

Je tenais à faire ces deux observations. Bien évidemment, je considère que la question de la mise en réserve des terres et du régime cadastral est fondamentale. Le même problème se pose dans toutes les régions du pays et dans tous les districts agricoles, au sujet des bonnes terres agricoles et de la nécessité de les conserver là où il y a une facilité d'accès aux marchés et où nous avons déjà procédé à de gros investissements pour les maintenir en production. La mise en réserve des terres est donc l'un des outils dont nous avons besoin pour ce faire à l'échelle du pays, à mon avis.

• (0950)

M. Malcolm Allen: Je vous comprends parfaitement.

Ma circonscription se situe dans la péninsule du Niagara, l'une des principales régions productrices de fruits du pays. On a failli perdre notre station de recherches de Vineland, qui a effectivement mis au point quelques-uns des meilleurs cultivars de pêches, de poires et de prunes ainsi qu'évidemment certaines variétés de vignes de l'espèce vinifera; il n'y aurait pas de vin canadien dans la péninsule du Niagara sans cette station de recherches. Elle a failli fermer ses portes il y a tout juste deux ans et c'est grâce en particulier aux efforts de l'industrie viticole, ainsi que des producteurs, qu'on a pu la garder, heureusement pour nous. Je suis donc tout à fait d'accord avec vous sur la valeur de la recherche.

En parlant à chacun d'entre vous au sujet de cette chaîne de production des aliments, parce que vous faites partie de cette chaîne, vous êtes les producteurs primaires de cette chaîne qui aboutit à des gens comme moi, les acheteurs des produits... J'aimerais que vous me commentiez, si vous le pouvez, tout ce qui se passe le long de cette chaîne pour arriver jusqu'au prix que paye en définitive le consommateur. Tout au long de cette chaîne, il y a bien des intermédiaires qui prélèvent leur part. Avez-vous des propositions à faire ou des idées concernant la façon...? J'ai entendu parler de la gestion de l'offre, avec laquelle je suis tout à fait d'accord, mais y a-t-il des éléments le long de cette chaîne qui vous semblent constituer un obstacle, qui vous empêchent d'être rentables ou sur lesquels nous devons nous pencher pour faire les choses différemment? Il me semble que le long de cette chaîne il y a bien des intermédiaires qui grugent une partie de la rentabilité que l'on devrait pourtant retrouver au niveau de la production primaire.

Si quelqu'un veut bien répondre, je vous écoute.

M. Curtis Moxsom: J'aimerais intervenir sur la question, plus particulièrement en ce qui concerne le lait. Le litre de lait nous est payé environ 70 ¢ à la sortie de la ferme; c'est ce qui figure sur notre chèque de paye chaque mois. Il me semble que ce prix est l'un des plus élevés au Canada, à l'exception de Terre-Neuve, pour ce qui est du lait vendu dans les magasins, comparativement à l'Ontario et au Québec. Les agriculteurs de l'Ontario et du Québec touchent à peu près la même chose que nous au sein de ce programme P-5.

Je sors peut-être de mon rôle, mais j'estime qu'il y a bien trop d'exploiteurs entre le moment où le produit sort de la ferme et celui où il est vendu au détail. Les magasins appliquent à mon avis des frais d'entreposage. Les transformateurs nous disent qu'ils ont besoin d'une marge de tant pour commercialiser le lait et les autres produits dérivés. Je ne pense pas que ce soit justifié. Nous ne pouvons pas vendre nous-mêmes le lait brut à la sortie de la ferme. Il y a des organismes de mise en marché, des permis à obtenir, etc.

Il y a eu une poursuite en justice en Ontario. Certaines entreprises voulaient obtenir un permis de commercialisation du lait brut, ce qui est impossible. N'importe qui peut vendre des légumes, de la viande et d'autres produits de ce genre sur un marché au bord d'une route, mais on ne peut pas vendre de lait brut.

Je pense qu'il faut réduire la différence entre le prix payé par le consommateur et ce que nous touchons à la sortie de la ferme.

J'aimerais aussi que des programmes soient mis en place et qu'il y ait les prêts garantis dont tous les témoins ont parlé, ceci comme je l'ai dit tout à l'heure en faveur des jeunes agriculteurs qui démarrent.

Pour en revenir à l'ESB, je ne pense pas que le gouvernement fédéral ait suffisamment indemnisé les agriculteurs en activité ou sur le point de l'être, en contrepartie des mesures qui ont été prises et au titre des pertes de revenus que nous avons enregistrées depuis 2003.

J'aimerais que le gouvernement fédéral conserve la gestion de l'offre. Je pense que ce régime a bien fonctionné dans le secteur laitier. Je sais que certains agriculteurs des États-Unis l'envisagent actuellement. Ils nous envient notre système de régulation de l'offre, et c'est une bonne chose.

Est-ce que cela répond à votre question?

Le président: Merci, monsieur Allen.

Monsieur Armstrong, vous disposez de cinq minutes.

Mme Patricia Bishop: C'est fini?

M. Curtis Moxsom: Excusez-moi, Pat, je vous ai pris tout votre temps de parole.

Le président: Bon, allez-y, madame Bishop.

Je rappelle à tout le monde que les règles sont les mêmes pour tous. Chacun à son tour dispose de cinq minutes pour les questions et les réponses.

Mme Patricia Bishop: Il nous faut tous faire plus vite.

Le président: Tout est comptabilisé et je ne lèse donc personne. C'est donc à vous, madame Bishop.

Mme Patricia Bishop: Disons que je suis bien persuadée que nos chaînes de grands magasins disposent actuellement d'un quasi-monopole. Nous devons les inciter en quelque sorte, ne serait-ce que sur le plan fiscal... Je ne sais pas, mais il faut les inciter à acheter davantage de produits locaux, en faisant valoir certains avantages fiscaux... Je ne suis pas sûre de la façon de procéder.

Il faudrait peut-être donner aux agriculteurs locaux la possibilité de mieux fixer leurs prix, ce qui leur procurerait un meilleur rendement, parce que les consommateurs ne veulent effectivement

pas dépasser un certain prix lorsqu'ils achètent. Les magasins d'alimentation pourraient peut-être offrir une meilleure rémunération. Il y a évidemment trop de profiteurs.

Allez à une conférence agricole ou à une conférence d'une association canadienne de commercialisation de produits, vous constaterez que le calibre des participants et les crédits mis en jeu n'ont rien à voir. C'est tout à fait injuste. Ce n'est là qu'un exemple évident d'un mauvais fonctionnement du système.

Par ailleurs, nous devrions faire appel davantage aux coopératives pour acheminer les produits jusqu'au consommateur — il faudrait donc oeuvrer davantage avec les coopératives et les ASC, mais aussi recourir à des modèles coopératifs de magasins d'alimentation ainsi qu'aux marchés d'agriculteurs.

● (0955)

Le président: Je vous remercie.

Mme Cammie Harbottle: En favorisant davantage les coopératives de commercialisation agricole au niveau provincial et fédéral, on conférerait en outre aux agriculteurs un meilleur pouvoir d'achat tout en éliminant les profiteurs.

Le président: Monsieur Armstrong, vous disposez de cinq minutes.

M. Scott Armstrong (Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley, PCC): Je tiens à remercier tous les intervenants aujourd'hui. Je m'efforcerai de rester bref car nous sommes ici pour vous écouter.

J'ai entendu dire que nous avions besoin d'un meilleur accès aux marchés locaux, que nous devons favoriser la régulation de l'offre et qu'il nous fallait d'une manière ou d'une autre rationaliser les programmes, donner un meilleur revenu aux agriculteurs et éventuellement mieux adapter nos programmes à la situation des Maritimes au Canada. C'est sur quoi va porter l'une de mes questions.

Du point de vue des Maritimes, est-ce que les programmes fédéraux actuels sont mieux adaptés aux grosses fermes et aux grosses exploitations? Est-ce que cela n'entraîne pas des difficultés pour les jeunes agriculteurs qui s'installent dans les Maritimes parce que nos fermes sont généralement plus petites?

Je vais commencer par cette question.

Mme Erica Versteeg: Nous avons constaté que la plupart des programmes en place sont davantage axés sur les produits à valeur ajoutée. L'agriculture primaire est laissée de côté.

Mme Cammie Harbottle: Je dois dire aussi, pour ce qui est de l'accès au financement, que nombre de programmes que j'ai rencontrés exigent effectivement plus d'argent au départ et plus de capitaux propres pour obtenir un prêt, et s'adressent avant tout aux gros agriculteurs. Il me serait personnellement très utile de pouvoir obtenir un prêt de 20 000 \$ pour investir dans mes infrastructures. Je dirai que nombre d'agriculteurs qui s'installent ne disposent pas de ce capital. Je crois qu'il faut apporter de gros changements à ces programmes.

M. Scott Armstrong: Très bien.

Je me pose aussi une autre question... Peter, vous avez indiqué — et je crois que Malcom en a aussi parlé — qu'il y avait des profiteurs qui se servaient entre le stade de la production et celui de la vente des produits en magasin. Par ailleurs, vous avez laissé entendre qu'il y avait aussi du coulage au sein des programmes administratifs entre le moment où les subventions sont versées par l'administration et celui où elles parviennent finalement à leurs véritables destinataires, en l'occurrence les agriculteurs. Pourriez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet?

M. Peter Elderkin: En fait, tous les programmes dépendent de l'administration, et j'estime qu'il y a des programmes qui ne nous servent pas à grand-chose. Lorsqu'on ne nous fournit que 50 ¢ pour un dollar... Ces 50 ¢ ne profitent qu'à celui qui possède les 50 ¢ manquant.

L'agriculture est en difficulté. Nous sommes nombreux à ne pas posséder ces 50 ¢, de sorte que nous ne pouvons pas accéder aux programmes. Il faut que les producteurs primaires puissent y gagner quelque chose. Celui qui possède ces 50 ¢ et qui souhaite fortement investir dans son entreprise alors que sa rentabilité est menacée, a besoin de programmes susceptibles de l'aider.

Mais si vous avez un investissement... Je suis favorable en principe à deux programmes: l'un, qui garantit les prêts pour pouvoir y accéder, et ensuite laisser les agriculteurs... Nous sommes des gens très novateurs. Nous trouvons des solutions. Nous sommes même trop novateurs. Nous sommes en mesure d'imiter d'autres agriculteurs et notre secteur est probablement le meilleur... ainsi, si je vois que quelqu'un gagne de l'argent, je vais me précipiter et inonder le marché en surproduisant. Prenez le cas des bleuets et des canneberges. Le marché des bleuets est catastrophique actuellement.

C'est ainsi que nous devons procéder. Il nous faut bien voir que notre chaîne de commercialisation nous coûte très cher à l'heure actuelle. Si l'on examine l'ensemble des circuits d'alimentation, il est très important de protéger le producteur primaire. Lorsqu'on parle d'alimentation, on constate que tout le monde veut maintenir les approvisionnements. Bien des arguments avancés en ce moment visent à protéger notre éventail de choix en matière d'alimentation. Nous sommes en mesure de produire à peu près tout ce que nous voulons dans notre pays pour nous alimenter, mais la population veut avoir cette possibilité de choix. Nous devons cesser de protéger cet éventail de choix. Nous n'avons pas besoin de protéger les pamplemousses, les bananes, les caramboles, tout ce qui est importé. Cette protection est inutile.

Une régulation de l'offre dans tous les secteurs serait certainement la bienvenue. Cela nous permettrait d'appliquer partout ce genre de mesure.

Nous devons nous tourner vers le Québec et regarder ce que fait cette province, parce qu'elle a un secteur agricole en bonne santé. Je ne sais pas exactement comment elle fait. J'ai posé des questions, mais je n'ai jamais reçu de réponse détaillée. J'aimerais bien connaître tous les programmes du Québec. Il nous faut les imiter.

•(1000)

Mme Patricia Bishop: J'aimerais ajouter une chose à ce sujet. Puisque nous parlons de l'avenir de l'agriculture, j'aimerais bien que cela ne revienne pas à multiplier les subventions. Ce n'est pas ainsi que je vois l'avenir. Je ne me vois pas assise devant mon bureau quatre semaines par an en train de remplir des formulaires pour obtenir de l'argent du gouvernement.

J'aimerais donc que dans les années à venir on ramène la rentabilité dans notre secteur en faisant jouer les forces du marché,

en instaurant un système crédible et logique et en évitant de s'en remettre aux subventions.

M. Curtis Moxsom: Scott, puis-je faire un commentaire à ce sujet?

M. Scott Armstrong: Bien sûr, Curtis. Allez-y.

M. Curtis Moxsom: Scott, vous avez parlé des programmes. Je vous demande, quels programmes? Notre PCSRA, notre compte de stabilisation, comme on l'appelle, est en retard de quatre ans à partir du moment où l'on cotise. On change constamment le nom des différents programmes. Il faut être le roi des avocats pour réussir à s'y retrouver. Une fois que l'on a cessé de les appliquer, personne au sein des différentes institutions n'est en mesure de nous expliquer quels sont les programmes qui subsistent. On a offert au printemps un programme de subventions provinciales de 2 millions de dollars aux producteurs de bovins, et il faut demander un prêt pour pouvoir toucher les intérêts correspondant à ce montant.

Comme vous l'a dit Peter tout à l'heure, 50 ¢ ne servent à rien si l'on n'a pas les 50 ¢ qui manquent. Bien des agriculteurs ne peuvent emprunter cet argent. Il y a donc 2 millions de dollars qui nous attendent et, d'après ce que j'ai entendu dire, moins d'un tiers a été utilisé.

Par conséquent, si l'on agit de cette manière, l'été dernier, par exemple — et je vais rester calme ensuite, Larry — on devait nous verser 10 000 \$ par an au titre de la bonification des terres, du drainage, de l'établissement de bassins, etc. J'en ai parlé au représentant le 18 août et il m'a dit qu'il allait remplir les formulaires la première semaine de septembre, après mon mariage. Le 31 août, les programmes ont été abandonnés, sans aucun préavis. J'ai donc perdu 10 000 \$.

M. Scott Armstrong: C'est fini pour moi?

Le président: Si vous voulez faire une dernière intervention en guise de conclusion, allez-y.

M. Scott Armstrong: Les crédits fédéraux et provinciaux sont-ils suffisants actuellement pour subventionner les programmes si l'on voulait faire les choses différemment? Êtes-vous d'accord sur ce point? Y a-t-il un consensus? Peter, vous avez évoqué la chose.

Mme Patricia Bishop: Non.

Des voix: Non.

M. Peter Elderkin: Si les crédits étaient bien dépensés... Je ne connais pas l'ensemble des chiffres. Il nous faut les connaître. Il ne serait cependant pas très onéreux de garantir des revenus aux agriculteurs si l'on examinait l'ensemble des programmes en demandant à ces derniers ce qu'il faut faire. Bien souvent, les groupes d'étude ne comprennent aucun agriculteur.

M. Curtis Moxsom: Puis-je ajouter un commentaire, Larry, à ce sujet?

Le président: Oui ou non.

M. Curtis Moxsom: Je vous ai déjà dit non, mais j'aimerais ici faire un petit commentaire.

Le président: Oui, mais très rapidement.

M. Curtis Moxsom: Je serai très bref.

La plupart des agriculteurs avec lesquels j'ai pu parler ces cinq dernières années, et j'en ai rencontré un grand nombre, m'ont dit que le gouvernement canadien se préparait à abandonner les agriculteurs. Il ne s'y intéresse plus.

Le président: Monsieur Eyking, vous disposez de cinq minutes.

L'hon. Mark Eyking: Nous démarrons en force ce matin. Je suis reconnaissant de la franchise dont vous faites tous preuve.

Ma famille possède une exploitation agricole au Cap Breton; mes frères s'occupaient de la gestion de l'offre et j'étais dans le commerce des légumes. J'ai donc vu les deux côtés de la médaille et les avantages de la gestion de l'offre. Mais il existe quelques problèmes dans la gestion de l'offre. On constate ces problèmes partout au pays — pas tant en ce qui concerne le rendement du capital investi que la participation des jeunes. Je crois que les agences de commercialisation font aussi face à ce problème. Elles doivent s'en occuper. Je pense qu'on verra des changements dans le système des agences de commercialisation, parce que ces dernières doivent permettre aux jeunes de participer.

J'aimerais reprendre le cas des pommes là où Peter l'a laissé. Dans le cadre de notre tournée nationale, nous nous sommes rendus dans la vallée de l'Okanagan; les gens travaillant dans des vergers là-bas tenaient le même discours. Je suis certain que la situation est la même dans la vallée. Il serait beaucoup plus économique pour vous, ou plus sage sur le plan financier, de vendre votre verger à quelqu'un d'Halifax qui y laisserait paître quelques chevaux. C'est ce qui se produit dans la vallée de l'Okanagan. Mais ils obtiennent des pommes des États-Unis à bas prix.

Je crois qu'il est temps pour l'industrie des vergers d'appliquer une certaine gestion de l'offre — à tout le moins, de mettre en place un certain prix plancher. Ce sera une honte: une fois que nous aurons perdu tous ces vergers, nous ne les retrouverons jamais. La terre sera utilisée pour autre chose.

Donc, je crois que la volonté est là dans l'ensemble du pays, mais les producteurs doivent se pencher sur la question et l'inscrire à l'ordre du jour. J'estime que cela doit être fait.

Nous avons également entendu parler des programmes provinciaux. J'ai été surpris d'apprendre qu'un grand nombre d'agriculteurs souhaitent que l'argent retourne aux provinces ou que l'argent du gouvernement fédéral soit dépensé par les provinces. C'est semblable à ce que nous avons pour les soins de santé: on est d'accord pour que le gouvernement fédéral donne de l'argent aux provinces, mais on s'attend au respect de certains critères.

Il ne fait aucun doute qu'il y a une énorme différence entre le Québec et de nombreuses provinces. C'est pourquoi le Québec est prospère et qu'on y trouve de jeunes agriculteurs.

Si le gouvernement fédéral mettait en place un système où il verserait davantage de fonds aux gouvernements provinciaux, insisterait-on pour que les provinces des Maritimes se regroupent ou proposerait-on plutôt une approche individuelle où chaque province élaborerait ses propres programmes? Je crois que Patricia a fait allusion à cela, au fait que les programmes devraient être différents ici par rapport à ceux de la Saskatchewan ou d'ailleurs. J'aimerais seulement aborder ce sujet. Quels types de programme souhaiteriez-vous obtenir si le gouvernement fédéral offrait davantage de fonds aux gouvernements provinciaux? Comment devrait-on répartir ces fonds?

•(1005)

M. Curtis Moxsom: Par une approche individuelle?

L'hon. Mark Eyking: D'accord; et l'argent serait-il consacré davantage à la réduction des dettes, aux prêts, aux programmes ou à l'expansion? À quoi souhaiteriez-vous que les fonds soient alloués?

M. Curtis Moxsom: Aux programmes et à la réduction des dettes, à l'intérêt.

L'hon. Mark Eyking: Ce serait votre solution.

M. Curtis Moxsom: Oui.

Mme Cammie Harbottle: Peu importe comment nous répartirions cet argent, je crois que le comité ou le gouvernement devrait garder à l'esprit les différentes échelles d'agriculture dans les diverses régions, de façon à ce que les fonds ciblent l'agriculture à petite échelle.

L'hon. Mark Eyking: Oui, parce que nous voyons deux types différents d'agriculteurs au pays: les agriculteurs commerciaux, et je peux en nommer plusieurs autres. Nous avons vu des groupes d'éleveurs de porcs hier, et nous voyons également des agriculteurs de créneaux. Nous avons rencontré un grand nombre de ces agriculteurs ici hier. Donc, je crois qu'on se pencherait sur deux approches différentes dans le cadre de cette mesure.

Aimeriez-vous ajouter des commentaires, Patricia?

Mme Patricia Bishop: Eh bien, je crois certainement qu'il doit s'agir d'une approche régionale. Enfin, je ne sais pas. Je ne connais pas la réponse. Il est certain que la réduction des dettes est essentielle. Les possibilités d'investir dans les infrastructures écologiques sont également vraiment importantes.

Peter a raison. S'il ne reste plus d'argent à investir mais qu'on souhaite réellement adopter une mesure, comment y arrive-t-on? Encore une fois, je reviens sur la question de la rentabilité et des dollars du marché. À moins de pouvoir mettre la main sur l'argent qui permettrait d'investir dans ces nouvelles mesures, on ne pourra pas y arriver.

Mais je crois qu'il est préférable que l'argent soit versé par région, et je crois que les régions doivent décider par la suite de la façon de répartir les fonds. Nous devons revenir à un modèle où les collectivités et les groupes d'une région décident de ce qui est préférable pour eux. Chaque endroit est différent, et chacun doit pouvoir décider de la meilleure façon de dépenser les fonds obtenus dans sa propre région.

L'hon. Mark Eyking: Il existe un autre programme mis en oeuvre dans diverses provinces du pays; il porte sur les technologies vertes. Il a une grande importance. Nous nous trouvons sur des exploitations agricoles en Ontario, et nous avons vu un grand nombre de jeunes agriculteurs exceptionnels dont l'autre source de revenus provenait des technologies vertes. Y a-t-il suffisamment d'argent ici, dans la province de la Nouvelle-Écosse, pour adopter des mesures pouvant inciter les jeunes agriculteurs, ou tout autre agriculteur, d'investir dans les technologies vertes?

Mme Patricia Bishop: Absolument. Je crois qu'il y a beaucoup de créativité et de volonté, surtout en ce qui concerne les technologies vertes. Il s'agit d'être en mesure de s'appliquer à la tâche et de faire des efforts à cet égard, ou de pouvoir obtenir des fonds ou bénéficier d'un certain système de soutien pour entreprendre le projet.

Je ne suis pas spécialiste dans ces domaines. Il y a des gens assis derrière nous qui ont probablement plus de choses à dire que moi à ce sujet parce qu'ils s'y connaissent davantage. Mais il est certain qu'il existe une grande volonté.

Le président: Merci beaucoup.

Nous passons maintenant la parole à M. Hoback. Vous avez cinq minutes.

M. Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Merci, monsieur le président.

Premièrement, vous avez tous accompli un excellent travail aujourd'hui. Nous vous sommes réellement reconnaissants d'avoir pris le temps de venir ici, malgré votre horaire chargé.

J'ai quelques questions.

Comme nous parcourons le pays — je suis agriculteur en Saskatchewan — j'ai noté une chose intéressante dans le cadre de mes voyages au pays ou dans le monde. Auparavant, je travaillais pour une entreprise dans laquelle j'occupais le poste de directeur de la mise en marché du matériel de semis pour l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest. Les agriculteurs sont des agriculteurs, et ils aiment parler de l'agriculture. Je trouve cela extraordinaire.

Une chose que je trouve toujours intéressante est la définition d'une ferme familiale. Où je veux en venir, c'est que nous avons un comité agricole à Lanigan, en Saskatchewan, et il y avait un agriculteur dont la ferme familiale comptait 24 000 acres. Alors, comment pouvons-nous définir une ferme familiale? Encore une fois, rapidement.

Mme Patricia Bishop: Il existe de multiples définitions d'une ferme familiale, mais essentiellement je dirais qu'une ferme familiale est une famille, comme une mère et un père et des enfants. Certaines fermes familiales prennent de l'expansion, certaines restent petites. Certaines comptent des milliers d'acres et ont des millions de dollars en chiffre d'affaires, alors que d'autres ont un revenu de 24 000 \$, mais la famille est très heureuse de ce revenu, et elle se porte bien.

M. Randy Hoback: Êtes-vous tous d'accord avec cette définition?

M. Peter Elderkin: Oh, absolument. J'estime qu'une ferme de 24 000 acres est toujours une ferme familiale si elle est exploitée par une famille. S'il s'agit d'une entité qui appartient aux membres d'une famille, il s'agit d'une ferme familiale. Si c'est une personne morale qui appartient à une société quelconque et à 27 000 actionnaires, il ne s'agit pas d'une ferme familiale.

Il ne nous revient pas de garantir un rendement du capital investi aux fermes constituées en société. Nous devons nous concentrer sur les fermes familiales et travailler dans ce sens.

•(1010)

M. Randy Hoback: D'accord. Je souhaite poursuivre sur ce sujet. Lors de la rencontre de Lanigan, on a parlé des types de programmes qui pourraient aider les jeunes agriculteurs à débiter dans le milieu, et qui pourraient leur donner une assurance raisonnable que, par exemple, pendant les cinq premières années, ils pourront exploiter leur ferme sans trop de difficultés.

L'un des problèmes que posent à mon avis les prêts et les programmes, c'est qu'ils peuvent en inciter certains à gonfler leurs prix. Comment choisit-on un programme, et comment en arrive-t-on à dire à des jeunes agriculteurs qu'on leur consent un prêt de 200 000 \$, sans intérêts? Peter, comment puis-je être certain que vous ne gonflerez pas vos prix d'un autre 200 000 \$, parce que vous savez qu'ils ont cet argent? C'est l'une des questions que je me pose.

Je cherche des solutions qui vous aideraient à débiter dans le milieu, qui vous donneraient ce dont vous avez besoin pour vous lancer, sans faire en sorte que l'on ait envie de vous exploiter en vous demandant de payer un prix excessivement gonflé. On a dit qu'il pourrait être possible que les personnes de 65 ans ne puissent adhérer à aucun programme d'agriculture en raison de leur âge, et que les personnes qui se lancent soient admissibles à 150 p. 100 des programmes d'agriculture pendant leurs cinq premières années d'exploitation.

Avez-vous quelque chose à dire à ce sujet?

M. Peter Elderkin: Je crois que les choses sont comme je l'ai expliqué plutôt. J'aimerais vraiment léguer mon exploitation agricole à mes enfants. Lorsque vous devez vous en départir... J'ai besoin de sécurité, et eux aussi. En échange de cette sécurité, sommes-nous prêts à perdre quelque chose? Il ne fait aucun doute que certains d'entre nous le sont, mais d'autres n'accepteraient pas de le faire. Or, c'est vraiment ce que nous souhaitons faire. Mais le temps passe; c'est ça le problème. Si les gens réfléchissent à cette solution, eh bien, je crois que nous devrions encourager la chose. En général, cela ne fonctionne qu'avec les fermes familiales.

J'ai entendu parler de propriétaires d'exploitations agricoles artisanales qui, le moment venu, décident de léguer leur ferme à d'autres. Quelqu'un leur avait légué une exploitation agricole, et ils l'ont fait fonctionner, mais maintenant qu'ils en ont terminé avec elle, ils la lèguent à une autre personne, qui la veut bien. Cela est certainement assez rare, mais nous avons besoin de quelque chose.

Nous avons besoin de choses qui pourraient motiver les gens, comme des réductions de dettes pour les exploitations agricoles qui sont léguées à une génération suivante et une stabilisation du revenu — ce genre de choses. C'est un problème important. Nous ne souhaitons pas en tirer parti. Nous ne souhaitons pas mettre...

M. Randy Hoback: Je vais devoir vous interrompre, Peter.

J'aimerais vous entendre, Erica, parce que votre situation est unique. Vous souhaitez entrer dans le milieu. Je peux voir la passion dans vos yeux, et c'est ce qu'il faut aujourd'hui. Comment pouvons-nous vous aider, sans créer l'autre problème?

Mme Erica Versteeg: Ça ne nous ennuie pas d'avoir à chercher des investissements à l'extérieur; à mon avis, c'est ce dont l'industrie a besoin. Nous devons avoir quelque chose à offrir à nos investisseurs, mais nous ne sommes pas prêts à leur transférer une partie importante de nos actions. Nous souhaitons rester les principaux actionnaires de nos exploitations. Au fond, pour arriver à trouver un équilibre pour ce qui est des investissements de l'extérieur et du prix d'achat, nous allons devoir négocier féroce pour arriver à nos fins, parce que plus nous cherchons des investissements de l'extérieur, plus...

M. Randy Hoback: Quelle est la chose qui fait augmenter le prix d'achat? De toute évidence, le marché ne permet pas aux propriétaires d'amasser les fonds nécessaires pour rembourser leurs prêts. Donc, pourquoi les prix d'achat sont-ils si élevés? Pourquoi cela ne se reflète-t-il pas dans ce qu'il faut payer?

Mme Erica Versteeg: Pourquoi une exploitation agricole se vend-elle si cher?

M. Randy Hoback: Êtes-vous en concurrence avec l'industrie du logement? Pourquoi cette portion de terre est-elle évaluée à 4 000 \$ l'acre, alors que chaque acre génère seulement 100 \$ de revenus? Je suppose que ce que j'essaie de comprendre, c'est comment le prix a pu devenir aussi élevé.

Mme Erica Versteeg: Dans l'industrie laitière, c'est le prix du contingent qui est en cause. C'est malheureux, mais... Je crois que c'est un bon système et je ne souhaite pas m'y opposer, mais...

M. Randy Hoback: Non, c'est juste.

Mme Erica Versteeg: Les Producteurs laitiers du Canada commencent seulement à examiner des politiques afin de contrôler le prix du contingent. Je crois que ce n'est pas trop tôt!

Le président: Nous nous arrêterons ici. Avez-vous terminé?

M. Randy Hoback: Oui.

Mme Cammie Harbottle: Puis-je faire une remarque à ce sujet?

Le président: Oui, je vous en prie.

Mme Cammie Harbottle: Je crois que nous devons envisager un système totalement différent où les terres agricoles ne seraient pas soumises au marché immobilier spéculatif. De cette façon, nous pourrions acheter des terres d'agriculteurs âgés et permettre aux jeunes agriculteurs d'y avoir accès; elles pourraient être transmises par l'intermédiaire d'une organisation caritative, par exemple une fiducie foncière communautaire. La vente de la terre de l'agriculteur âgé serait imposée, et le jeune agriculteur pourrait... Nous n'avons pas nécessairement besoin d'être propriétaire — pourvu que nous ayons une certaine sécurité. Si on établissait une fiducie foncière communautaire et qu'on offrait les terres en location à long terme, nous aurions cette sécurité sans avoir à être propriétaires; ainsi, des gens comme Erica auraient accès à des terres agricoles pour une longue durée en payant les frais qui incombent à un locataire plutôt qu'à un propriétaire.

M. Randy Hoback: Je comprends. Mais si on prend l'exemple du père qui prend sa retraite, le problème que présente cette façon de faire, c'est que le père tire son revenu de retraite de la vente de sa ferme, comme Peter l'a dit tout à l'heure.

Qui plus est, une mesure fiscale a déjà été instaurée à cet égard: chaque agriculteur a droit à une exemption pour gains en capital de 750 000 \$, ce qui représente 1,5 million de dollars pour un couple. Donc, cette mesure est déjà en place.

•(1015)

Mme Cammie Harbottle: Mais si un tel programme permettait de racheter la participation d'un agriculteur et de le laisser habiter sur la terre...

Mme Patricia Bishop: Je ne vois pas comment on peut y échapper — à moins de demander aux gens de se conformer par écrit à un code d'éthique et de promettre de ne pas profiter abusivement d'un programme en place de façon à accroître l'accessibilité du marché aux nouveaux agriculteurs. Comme tout le reste, ce système repose sur la confiance — et il faudrait qu'il en soit ainsi dans le futur.

Il existe des programmes. En Nouvelle-Écosse, nous avons le programme à l'intention des nouveaux agriculteurs qui prévoit un allègement des intérêts, et les implications ne sont pas énormes. Mais vous pourriez faire de même: vous pourriez ajouter au prix le montant qu'obtiendront les jeunes agriculteurs selon vos prévisions; et il ne reste qu'à espérer qu'on ne descendra pas aussi bas.

Le président: Merci. Votre temps est écoulé.

Monsieur Shipley, vous avez cinq minutes.

M. Bev Shipley (Lambton—Kent—Middlesex, PCC): Merci.

Je remercie tout le monde d'être ici aujourd'hui. Vous avez fait d'excellentes remarques et vous nous avez fait part de certaines de vos préoccupations. Nous avons aussi constaté, lors de nos visites dans différentes régions du pays, que les gens de l'industrie manifestent un certain optimisme.

J'aimerais poser quelques questions.

Madame Versteeg, il y a les Producteurs laitiers du Canada — je ne sais pas si cela vous concerne... J'ai été agriculteur. J'ai travaillé dans le secteur laitier et j'ai aussi connu le marché libre, ce qui fait que j'ai une bonne idée des deux côtés de la médaille. Je sais qu'en Ontario et qu'au Québec, on a progressivement... Ces provinces ont des quotas fixes; du moins, l'Ontario a établi un plafond. Rien n'est tout noir ou tout blanc. À l'heure actuelle, certains se préoccupent de la question de la disponibilité et du fait que des producteurs aient

besoin de prendre de l'expansion parce qu'un plafond est imposé; il n'y aura pas plus de quotas sur le marché.

Parallèlement, il existe un programme d'entrée progressive sur le marché pour les nouveaux agriculteurs — il semble susciter un grand intérêt — qui prévoit l'attribution d'un quota aux nouveaux agriculteurs pour leur donner un coup de pouce; on leur accorde donc ce quota supplémentaire pour une certaine période — pendant laquelle ils doivent commencer à rembourser —, mais on doit rendre ce quota supplémentaire disponible pour le faire. Ils peuvent donc produire environ 35 kilogrammes, ce qui représente à peu près le lait de 35 vaches. Est-ce que cette mesure existe en Nouvelle-Écosse?

Mme Erica Versteeg: Elle sera mise en place en août.

M. Bev Shipley: Croyez-vous que cette mesure sera profitable aux nouveaux agriculteurs et qu'elle les aidera à leurs débuts? Elle pourrait constituer une certaine forme de garantie pour les prêteurs éventuels.

Mme Erica Versteeg: Le problème, c'est qu'on ne peut pas avoir plus de 24 kilogrammes. Donc, la ferme ne peut pas produire plus de 36 kilogrammes, ce qui comprend les 12 kilogrammes supplémentaires qu'on nous donne le droit de produire pendant cinq ans, par exemple. C'est trop peu. Une personne qui souhaite acquérir une ferme ne veut pas d'une ferme qui produit uniquement 24 kilogrammes. Je ne veux pas vendre la ferme ni en réduire la production en vue de pouvoir l'acheter parce que c'est inefficace.

M. Bev Shipley: Tant aujourd'hui qu'à toutes les réunions que nous avons tenues — si je ne me trompe pas —, des gens se sont dit préoccupés par le processus de réglementation — le véritable pouvoir d'action du gouvernement fédéral ou des autres ordres de gouvernement — de tous les produits de l'agriculture et de l'élevage, par exemple les pommes, les bovins et les céréales. C'est le genre de processus de réglementation que nous suivons.

J'ai présenté une motion qui a été adoptée par le Parlement et qui pourrait aider à harmoniser l'homologation. Au fond — vous l'avez vous-même mentionné —, le Canada importe des produits que j'appelle des outils de gestion de la production. Les agriculteurs, par exemple des États-Unis, peuvent utiliser un produit pesticide ou donner à un animal un médicament qui est homologué dans le pays d'origine, mais qui ne l'est pas au Canada; pourtant, ces produits traversent la frontière et se retrouvent sur les tablettes, directement à côté de nos produits. Tous les groupes que j'ai rencontrés ont soulevé ce problème en lien avec la réglementation auquel nous devons nous attaquer. Si vous le pouvez, je vous demanderais de m'aider, quelle que soit la façon, à faire progresser ce dossier dans les échelons de notre bureaucratie. Je vous en serais grandement reconnaissant.

Le budget de 2009 prévoyait le prêt, par l'intermédiaire de la Loi canadienne sur les prix agricoles, d'un milliard de dollars en cinq ans pour venir en aide aux producteurs agricoles débutants. Cet argent pourrait aussi servir aux coopératives, qui regroupent plusieurs producteurs agricoles. Est-ce que quelqu'un a pu bénéficier du programme, ou en avez-vous entendu parler?

Mme Cammie Harbottle: J'ai présenté une demande, mais je n'étais pas admissible parce que, comme je l'ai dit plus tôt, je ne suis pas propriétaire de ma terre; je la loue.

•(1020)

M. Bev Shipley: Est-ce que quelqu'un d'autre souhaite ajouter quelque chose?

M. Curtis Moxsom: J'ai voulu me renseigner sur le programme ou présenter une demande, mais en 2005, nous avons éprouvé des difficultés financières, si bien qu'aucune banque ni établissement de prêt ne voulait étudier notre dossier; je n'étais donc pas admissible.

M. Bev Shipley: Erica.

Mme Erica Versteeg: Je ne le connais pas bien.

M. Curtis Moxsom: Bev, me permettez-vous d'aider Erica à bien saisir ce que vous avez dit tout à l'heure au sujet des quotas?

La Nouvelle-Écosse vient tout juste de mettre sur pied ce que j'appellerais une loterie. Une fois par année, un producteur sera tiré au sort et le gagnant remportera un quota supplémentaire. C'est une loterie.

M. Bev Shipley: Oui. Je crois qu'en Ontario, il y en a huit ou neuf.

M. Curtis Moxsom: Donc les chances sont très minces.

M. Bev Shipley: Je ne dis pas que c'est bon ou que c'est mauvais. Je me demandais seulement si ce principe parmi tant d'autres était bénéfique.

Où en sommes-nous, monsieur le président?

Le président: Il vous reste quelques secondes.

M. Bev Shipley: Je crois que je vais m'arrêter là et laisser la parole aux autres. Nous avons rattrapé un peu de temps.

Le président: Nous venons tout juste de conclure notre première série de questions et nous passons maintenant à la suivante.

J'aimerais d'abord soulever quelques points. L'industrie laitière est le seul secteur agricole qui soit doté d'un programme pour les jeunes producteurs laitiers. Le programme n'est pas parfait; Erica, vous nous avez dit que ce n'était pas assez, mais vous devriez soumettre cette question aux producteurs laitiers pour qu'on puisse éventuellement y apporter des améliorations. Je crois qu'il n'existe aucun programme qui soit parfait ou suffisant, mais je reconnais le mérite de cette industrie qui a au moins tâché de remédier à la situation.

Je voulais également aborder le prix des quotas, qui fait l'objet de débats. L'Ontario s'est doté d'un programme visant à restreindre le prix des quotas. Je crois qu'il serait sage que les autres provinces fassent de même. Mais, dans ma circonscription et dans l'ensemble de l'Ontario, des gens m'ont dit que, puisque l'association des Producteurs laitiers de l'Ontario limite la hausse du prix des quotas, les producteurs chevronnés conservent les quotas qu'ils auraient vendus en temps normal, dans l'espoir qu'un jour le plafond imposé au prix des quotas augmente. C'est ce qu'on m'a dit. C'est surtout une question d'information.

Curtis, vous avez parlé de la vente de lait cru; le cas que vous avez mentionné est survenu dans ma circonscription, en Ontario. En fait, je connais très bien l'homme en question. C'est un sujet qui mérite qu'on s'y attarde, comme l'ont fait certains pays européens et, si je ne me trompe pas, d'autres États. Vous voudriez peut-être faire une remarque à ce sujet.

Ma dernière remarque s'adresse à vous, Peter. J'ai travaillé comme agriculteur toute ma vie et je n'ai moi non plus jamais accumulé de fonds de pension. La terre que j'ai acquise au fil des ans constitue mon fonds de pension. Mon père, qui a 77 ans, est toujours actif dans l'entreprise et mon frère cadet est encore agriculteur. Mais il s'agit du fonds de pension de mon père. L'idée de puiser notre fonds de pension dans les deniers publics ou l'argent des contribuables ne nous est jamais venue à l'esprit, mais c'est ce que vous semblez espérer. Ai-je bien compris?

M. Peter Elderkin: Oui. Je crois que les agriculteurs doivent être considérés comme des fonctionnaires parce qu'ils sont nécessaires au bon fonctionnement de notre société. Nous avons besoin d'agriculteurs. Il faut prendre des mesures; je dis qu'il faut faire des concessions en ce qui concerne les pensions.

Comme je l'ai dit plus tôt, je légueais volontiers ma ferme à mes enfants en échange d'une pension. Cette façon de faire permettrait la cession de fermes et les transferts d'une génération à l'autre, de façon à éviter...

Le président: Proposez-vous que le gouvernement devienne propriétaire de votre terre et...

M. Peter Elderkin: Non, pas du tout. Je veux seulement que les terres soient transmises à la génération suivante ou à d'autres personnes. Les successeurs ne seront pas nécessairement propriétaires de ces terres, mais ils le seront peut-être. Mes fils seraient propriétaires de la ferme.

Le président: Mais votre fonds de pension serait puisé à même l'argent des contribuables?

M. Peter Elderkin: Oui.

Le président: D'accord. Je voulais simplement éclaircir ce point.

Curtis, voulez-vous faire une brève remarque au sujet du lait cru?

M. Curtis Moxsom: J'aimerais dire que la Nouvelle-Écosse devrait être souple à l'égard de la délivrance des permis. J'ai présenté une demande de permis et elle a été refusée. Il est illégal dans cette province de vendre du lait cru. Si je pouvais vendre mon lait cru tout frais sorti de ma ferme 1 \$ ou 1,10 \$ le litre, j'arriverais à gagner un peu d'argent.

Je reviens à ce que Peter a dit tout à l'heure; j'aimerais moi aussi que nous ayons un fonds de pension qui ne soit pas financé par le gouvernement; je voudrais qu'une partie de mon argent me revienne. Si je vendais tout maintenant et que mon fils était assez stupide pour l'acheter et prendre sur ses épaules la dette qui l'accompagne, une fois que le fisc aura repris sa part, il ne me restera plus rien pour ma retraite. Je suis donc pris pour travailler jusqu'à ma mort.

●(1025)

Le président: Merci.

Il nous reste environ six minutes; nous avons donc le temps pour une question de la part de l'opposition et une autre du côté du gouvernement.

Mme Erica Versteeg: J'aimerais commenter quelques petites choses, si vous voulez bien. Vous m'avez posé certaines questions.

Le président: Très bien, je pensais que vous aviez répondu. Allez-y très brièvement, je vous prie.

Mme Erica Versteeg: Le nouveau programme de stage est une bonne chose. Je ne dirai pas le contraire. Nous prêchons en ce sens depuis longtemps, et si ça peut aider ne serait-ce qu'un agriculteur par année, alors c'est une bonne chose.

La Nouvelle-Écosse dispose de la même politique que l'Ontario. Nous faisons partie du P-5, donc les quotas qui nous sont imposés sont les mêmes qu'ici. Je tenais à le préciser.

Le président: Merci, Erica.

Nous avons encore le temps pour une question.

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Merci d'être venus.

Je pense qu'une des difficultés ici, c'est que pour régler le problème, il faut d'abord reconnaître qu'il existe un problème. Comment peut-on faire comprendre à tous les gouvernements, quelle que soit leur allégeance politique, de reconnaître qu'il y a un problème en agriculture? Et j'ai bien dit « tous ».

Ça me rend fou quand j'entends le ministre de l'Agriculture dire que nous mettons les agriculteurs en priorité. C'est vrai pour ce qui est de la dette. Mais ça me rend tout aussi fou d'entendre le ministre libéral de l'Agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard dire, à la sortie d'une rencontre, que tout est parfait.

J'ai écouté ce que disait Cammie sur — comment elle a dit ça déjà — la fiducie foncière communautaire. Les programmes actuels fonctionnent-ils, et si vous aviez le pouvoir de mettre en oeuvre un programme ou une politique, de quoi s'agirait-il?

Le président: Vous avez une minute et demie, mais je vais vous avertir avant que votre temps ne soit écoulé.

M. Peter Elderkin: Non, et je pense que nous avons besoin d'un programme sur les revenus.

L'hon. Wayne Easter: Vous avez besoin de quoi? Je suis désolé, je n'ai pas entendu.

M. Peter Elderkin: Les revenus. Il nous faut stabiliser nos revenus en fonction de notre déclaration de revenus, c'est tout.

Le président: Merci, Peter.

Quelqu'un d'autre? Cammie, Patricia, Erica?

Mme Patricia Bishop: Non, les programmes ne fonctionnent pas.

Le président: La question était: que proposez-vous?

M. Curtis Moxsom: Non, les programmes ne fonctionnent pas.

Mme Patricia Bishop: Vous avez dit au début qu'il fallait cerner le problème. Le problème est la rentabilité et notre capacité à être compétitifs.

La question est donc de savoir si le programme pourra régler ce problème. S'il y a un seul programme qui peut faire ça, je ne sais pas c'est lequel, parce que je ne suis pas une experte.

L'hon. Wayne Easter: Très bien. Nous ne sommes pas compétitifs, mais est-ce à cause des politiques des autres gouvernements ou d'une négligence de notre part?

Mme Patricia Bishop: Oui. C'est parce que nous n'avons pas de politique canadienne sur les aliments. Il n'y a aucun document officiel qui dit comment les choses doivent se passer dans ce pays en ce qui concerne les aliments. Une fois que nous aurons admis que notre pays a besoin d'une politique alimentaire, nous pourrions aller de l'avant, mais pour l'instant, nous n'avons rien.

Le président: Très bien, merci.

Monsieur Hoback, une question.

M. Randy Hoback: J'aimerais encore vous remercier d'être venus ici aujourd'hui. Vous avez fait un excellent travail.

Auriez-vous une proposition à faire à ce comité?

Nous avons parlé de beaucoup de choses. Cammie, vous avez souligné cinq points importants. Que doit-on retenir de tout cela? D'abord, y a-t-il un problème plus important que les autres pour lequel nous devrions trouver une solution?

Vous avez parlé de revenu, alors je vais vous délaissier un peu, Peter, si vous n'y voyez pas d'inconvénient, et je vais me concentrer sur les jeunes gens ici présents.

Cammie, vous pouvez commencer, si vous le souhaitez, et nous terminerons avec vous, Curtis, si ça vous va.

Mme Cammie Harbottle: Si j'avais à choisir une seule chose, ce serait les modèles de rechange en ce qui concerne la possession et l'abordabilité des terres, comme la fiducie foncière communautaire.

M. Randy Hoback: Patricia.

Mme Patricia Bishop: Probablement qu'une des choses sur lesquelles je me concentrerais serait une politique alimentaire canadienne à partir de laquelle tous pourraient travailler en collaboration. Je pense qu'il faut unir nos efforts et nous devons décider ce qu'il faut pour nos agriculteurs et notre peuple.

M. Randy Hoback: Erica.

Mme Erica Versteeg: Je pense qu'il faut faciliter l'accès aux immobilisations pour les nouveaux agriculteurs.

M. Curtis Moxsom: On revient toujours à la rentabilité. Je pense que si on regardait les états des recettes et des revenus pour la plupart des exploitations agricoles du Canada, on constaterait que la plupart d'entre elles n'ont fait aucun profit dans les cinq dernières années.

M. Randy Hoback: C'est ce qu'il y a avec la rentabilité. Quand elle est au rendez-vous, soudainement, les immobilisations affluent de toutes parts et plein d'autres problèmes sont résolus.

Merci.

• (1030)

Le président: Peter, voulez-vous ajouter quelque chose?

M. Peter Elderkin: Non, je suis d'accord avec ce qui s'est dit. On parle des revenus, point. Profit ou revenu, c'est du pareil au même. On parle de l'offre réglementée. Il nous faut trouver un moyen d'arriver avec un chiffre positif dans la déclaration de revenus, et ensuite faciliter l'accès aux immobilisations ou aux terres. Il y a plusieurs volets à travailler ici, notamment les pensions. Si le voisin de Cammie jouissait d'une pension et l'invitait à utiliser sa terre, il y aurait moins de problèmes.

M. Randy Hoback: Il y a deux facteurs qui entrent dans l'équation du revenu: d'abord, il faut générer de l'argent; ensuite, il faut réduire les coûts. Pour ce qui est des coûts, comme je l'ai déjà dit, si tout doit être capitalisé avant même de commencer, alors c'est l'échec assuré.

Quand un jeune agriculteur se bat contre quelqu'un de votre âge pour acheter une terre, il y a de fortes chances que ce dernier ait déjà réglé ses dettes. Pour sa part, le jeune agriculteur doit se contenter de 5 ou 7 p. 100 d'équité, alors qu'on lui en demande 25 p. 100. Il se retrouve automatiquement dépassé par le marché, mais je ne sais pas comment rétablir l'équilibre à ce niveau.

Le président: Merci, monsieur Hoback.

Merci à tous les témoins d'être venus aujourd'hui. Nous savons qu'il n'est pas toujours facile de prendre un peu de votre temps quand les journées sont bien remplies, mais nous l'apprécions énormément.

Nous avons un autre groupe de témoins, donc si vous voulez bien libérer vos sièges pour que nous puissions accueillir les nouveaux témoins.

Mesdames et messieurs, nous prendrons quelques minutes avant de reprendre la séance.

- _____ (Pause) _____
-
- (1040)

Le président: Reprenons.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à nos témoins. Nous avons une journée magnifique aujourd'hui en Nouvelle-Écosse. Je sais ce que ça signifie que de prendre une demi-journée de congé, si je puis dire, mais sachez que nous apprécions ce que vous faites pour être ici.

Nous avons encore plus de témoins dans cette seconde moitié. Je vous demande donc de ne pas dépasser les sept minutes qui vous sont accordées pour permettre le plus de questions possible.

Si vous avez votre discours par écrit mais que vous n'avez pas l'intention de le lire en entier, veuillez s'il vous plaît en remettre une copie à la greffière. Votre allocution sera copiée et traduite avant d'être remise à chacun des membres. Ainsi, le comité pourra prendre connaissance de vos réflexions.

Nous commencerons par Geneve Newcombe. Veuillez vous en tenir à cinq à sept minutes.

Mme Geneve Newcombe (Les producteurs d'oeufs de la Nouvelle-Écosse): Je pensais qu'en m'asseyant au milieu de la table, je ne serais pas la première.

Bon matin.

J'aimerais commencer par me présenter rapidement. Mon nom est Geneve Newcombe, et je fais partie d'une grande famille à Port Williams. Si vous regardez dehors, vous pourrez probablement nous voir.

Notre famille s'adonne à l'agriculture depuis 1761, et mes enfants sont la dixième génération à vivre sur la ferme. Notre ferme est une exploitation mixte comprenant des oeufs, des poulets et des produits laitiers. Nous avons aussi une provenderie à même la ferme et nous cultivons la plupart des plantes dont nous avons besoin pour le bétail.

Mon mari est retourné à la ferme familiale à l'âge de 22 ans, après avoir obtenu un diplôme en agriculture. Deux ans plus tard, nous étions mariés, et c'est alors que ma vie d'agricultrice a commencé. La première raison pour laquelle nous arrivons à bien mener notre exploitation et à dégager des profits est que la ferme a été léguée à mon mari et à ses frères par leurs parents. S'ils avaient dû acheter la ferme à la valeur marchande, nous n'aurions pas connu les mêmes succès au cours des 20 dernières années.

Je tenais à vous le préciser, car comme on l'a déjà dit plus tôt, un jeune intéressé par l'agriculture aujourd'hui est sérieusement désavantagé, sur le plan financier, s'il ne provient pas d'une famille d'agriculteurs ou si ses parents refusent de lui léguer leur ferme.

Un des principaux défis de l'agriculture, comme on l'a déjà entendu, est la rentabilité. Au Canada, nous avons le salaire minimum, les normes du travail, les programmes de salubrité alimentaire, les questions climatiques, et ainsi de suite. Tous ces facteurs influencent le coût de production. Nous ne serons jamais un pays où les coûts de production sont bas, et c'est pourquoi il sera toujours difficile de compétitionner sur le marché international.

Quand j'ai su que j'allais venir ici, j'ai parlé avec mes deux fils. Le premier vient tout juste de terminer sa deuxième année en génie dans une école d'agriculture, et l'autre entrera à l'université cet automne. Je leur ai demandé leur point de vue sur les défis que représente l'agriculture. Ils croient que l'un des principaux enjeux est le manque de confiance dans l'avenir. Ils ont été témoins de la disparition de

fermes porcines, bovines et fruitières dans notre région. Je crois aussi que, si ce n'était de notre système à offre réglementée, nos infrastructures agricoles locales ne seraient aujourd'hui que de l'histoire ancienne. Nous comprenons que les gens auront toujours besoin de se nourrir, mais ceux-ci ne voient pas toujours la valeur des produits alimentaires locaux. Les consommateurs, comme nous tous, surveillent leur portefeuille et cherchent des aliments aux prix le plus bas possible.

Mes fils ont confiance en notre ferme, et nous sommes chanceux car nos installations fonctionnent toutes selon le système à offre réglementée. Cela nous donne une plus grande stabilité et nous permet d'investir en toute confiance dans notre avenir. La plus grande menace à laquelle est confrontée notre ferme, à l'heure où l'on se parle, touche les discussions de l'OMC et l'incidence que cela pourrait avoir sur la gestion de l'offre. Nous devons nous assurer que le gouvernement continuera de protéger les trois piliers de la gestion de l'offre, qui sont le contrôle des importations, le prix à la production et la planification de la production. Si un de ces piliers s'effondre, c'est tout le système qui s'écroule.

Quand je parle à mes fils de leur avenir et de l'éventualité de reprendre la ferme familiale, ils disent qu'ils ne sont pas certains, pour le moment, du rôle que la ferme pourrait avoir dans leur vie. Tous deux veulent explorer de nouvelles options de carrière et considèrent la ferme comme une solution de rechange, du moins pour l'instant. Ils apprécient plusieurs aspects de la ferme: ils aiment le travail, ils aiment la variété, et ils aiment l'occasion que ça leur procure de travailler à l'extérieur et de trouver quotidiennement des solutions aux problèmes qui se présentent. Les aspects négatifs qu'ils voient à l'agriculture sont le manque de jeunes oeuvrant dans ce secteur, les longues heures et l'engagement que ça exige. Ils parlent aussi du manque de vacances. Quand vous exploitez une industrie laitière ou agricole, vous travaillez 365 jours par année. Ce n'est pas que nous n'avons pas d'employés fiables sur qui nous pourrions compter, mais mon mari, comme beaucoup d'agriculteurs, croit que la ferme ne peut pas fonctionner sans lui; c'est un problème parfois. De plus, du point de vue financier, l'agriculture n'est pas aussi payante que d'autres carrières qui s'offrent à eux.

Nous pensons qu'une façon, pour le gouvernement, de promouvoir l'industrie et de favoriser le partage des idées serait de créer des occasions qui permettraient aux jeunes agriculteurs de se rencontrer pour échanger des idées et visiter d'autres installations pour voir comment elles fonctionnent.

- (1045)

En conclusion, la meilleure façon de garder les jeunes agriculteurs dans le secteur de l'agriculture est d'en faire une activité rentable. L'agriculture est un mode de vie, pas juste une occupation, mais en fin de compte, il faut quand même en retirer quelque chose financièrement. On n'attendrait pas de nos professionnels de la santé qu'ils travaillent gratuitement et on ne peut l'attendre de ceux qui produisent notre nourriture non plus.

Le président: Merci beaucoup, Geneve.

Je donne maintenant la parole à Danny Davison pour cinq à sept minutes.

M. Danny Davison (à titre personnel): Merci, monsieur le président.

Bonjour, mesdames et messieurs.

Je m'appelle Danny Davison. J'ai 39 ans, je suis le père de quatre enfants et chaque fois que j'ai la chance de prendre part à un événement qui s'adresse aux jeunes agriculteurs, je me réjouis toujours davantage d'année en année.

Je suis un producteur de bovins et de pommes de Falmouth, à deux pas d'ici. J'ai assisté plus tôt ce matin à la présentation des premiers intervenants et il me semble que les agriculteurs ont des excuses à présenter en ce sens que, au cours des deux ou trois dernières décennies, nous n'avons pas fait preuve de toute la diligence requise pour informer le public et le gouvernement de l'importance que revêt à notre avis l'accès à une source locale et sûre d'approvisionnement en denrées alimentaires. Notre manque de diligence a favorisé la dégradation de la situation que l'on connaît aujourd'hui, une situation de crise, à mon avis.

Si on examine les problèmes avec lesquels l'agriculture est aux prises — j'en avais déjà une liste avant d'arriver ici et j'ai vu la liste s'allonger tandis que les premiers intervenants abordaient les divers enjeux: comment attirer des nouveaux dans le secteur de l'agriculture, ou comment rendre les fermes plus attrayantes pour les jeunes, etc. — en fin de compte, comme beaucoup d'autres l'ont dit précédemment, tout se résume à une question de rentabilité. La communauté agricole a beaucoup de difficulté à régler le problème de rentabilité sans aide de qui que ce soit, du moins jusqu'ici, ce qui que ce soit pouvant par exemple être le gouvernement.

Je suis plus à l'aise de parler d'agriculture provinciale que du rôle du gouvernement fédéral en agriculture, mais à coup sûr, pour parler d'un point de vue local, la petite paire de systèmes de vente au détail qui sont en place dans cette province et dans les Maritimes en général est au coeur du problème du retour à la rentabilité pour les producteurs tant pour ce qui est de l'espace d'étalage alloué à la production locale que de l'établissement du prix du produit, à supposer que nous ayons la chance de le placer sur les tablettes des magasins. En fin de compte, même si on a l'espace d'étalage voulu, il faut soutenir la concurrence d'un certain nombre de régions du monde qui, à l'échelle planétaire, peuvent produire un grand nombre de produits identiques à ceux que nous produisons ici mais à un coût en apparence nettement moindre, et ce, pour un certain nombre de raisons telles que l'accès à de la main-d'oeuvre à bon marché, les restrictions peut-être moins sévères quant aux produits qu'ils peuvent utiliser et de la quantité qu'ils peuvent utiliser, et éventuellement les subventions gouvernementales versées dans les autres pays en question. Si nous pouvions régler le problème de la rentabilité, je crois que nombre de nos autres problèmes disparaîtraient par le fait même.

S'agissant de régler le problème, au niveau provincial toujours, on a discuté de la possibilité de mettre sur pied un système de rabais fiscal grâce auquel les détaillants pourraient faire la promotion des produits locaux qui sont sur leurs tablettes ou accorder des rabais pour leur achat. On pourrait aussi utiliser la manière forte, par exemple adopter une loi qui les obligerait à réserver un certain espace d'étalage pour des produits locaux qu'ils vendraient à prix raisonnable.

Par contre, si on renonce à la manière forte, je crois que l'éducation pourrait être utile. Ces dernières années, le gouvernement provincial n'a pas ménagé les efforts pour aider la communauté agricole à éduquer les consommateurs quant à l'importance et au caractère sécuritaire de l'achat local des denrées alimentaires, avec des programmes tels que Select Nova Scotia, que certains d'entre vous connaissent peut-être.

Et je crois que le groupe précédent a mentionné, à la période des questions, qu'il y a un mouvement préconisant une approche analogue à la campagne « Brand Atlantic » qui assoirait tout l'exercice sur une base unifiée recouvrant l'ensemble des Maritimes.

•(1050)

En fin de compte, pour moi, tout revient à une question de rentabilité, et les autres aspects se régleront d'eux-mêmes.

Une autre dimension de la recherche revêt une importance considérable: la recherche locale. Un insecte local ne se soucie guère des conditions climatiques qui règnent en Colombie-Britannique, en Ontario ou au Québec. Il vit et cause ses dommages dans les conditions qui règnent localement. Une variété donnée de pomme ne se soucie guère des conditions qui règnent dans une autre partie du pays. Les pommes croissent et elles ont la qualité que l'environnement leur confère. La recherche faite au niveau local est donc d'une extrême importance.

J'arrive à la fin de mon temps, alors si je pense à autre chose, je profiterai de la période de questions et de réponses pour en parler. Merci beaucoup.

Le président: Merci beaucoup, Danny.

Je donne la parole à Mark Sawler.

M. Mark Sawler (à titre personnel): Merci.

Je m'appelle Mark Sawler. Je suis producteur de légumes. C'est mon père qui a créé la ferme il y a maintenant 42 ans. J'ai été invité ici en qualité de jeune agriculteur. Je ne suis pas sûr de toujours faire partie de cette catégorie, parce que je me sens plutôt comme un vieux fermier.

Je vais aborder deux ou trois questions.

Si on parle de jeunes agriculteurs qui entrent dans le secteur agricole ou de différentes questions concernant la ferme, j'ai vu beaucoup de jeunes agriculteurs en Nouvelle-Écosse et dans cette région. Ils sont entrés en agriculture par l'intermédiaire d'organisations existantes ou en mettant sur pied leurs propres fermes.

Si on est dans ce que j'appelle un système d'exploitations agricoles constituées en société, ce qui est le commerce international, dans lequel toutes les denrées circulent, ce qui demande de l'énergie bon marché, et nous en avons toujours, et s'il s'agit de sauver les petites exploitations agricoles, nous n'en sauverons pas beaucoup. On en sauvera une poignée pour leur valeur patrimoniale — il y a des gens qui veulent financer la protection du patrimoine, ce qui ne représentera qu'une petite partie de la population. Une petite partie de la population consentira à payer davantage les gens concernés parce qu'ils en obtiendront une valeur de provenance, n'est-ce pas?

Pour le gros de la population, la production de denrées alimentaires pour notre population principalement est de l'exploitation agricole constituée en société, parce que c'est le modèle en usage. Nous avons affaire à des sociétés constituées. Hors des sociétés constituées, point de salut.

Pour parler de l'entrée dans le secteur de l'agriculture, mon père a été aux prises avec les mêmes problèmes d'obtention de financement pour démarrer. Le mieux que puisse faire un jeune agriculteur est d'épouser une personne qui travaille pour le gouvernement ou qui a un revenu élevé. C'est ainsi que mon père a démarré: « Quand mon épouse était infirmière, elle rapportait un chèque à la maison qui était refilé à l'employé; c'est comme ça que j'ai démarré il y a 40 ans. » Les choses ne sont pas différentes aujourd'hui; c'est toujours la même chose.

Mais l'échelle est plus grande. Quand mon père a démarré son entreprise en 1968, il obtenait 12 \$ pour un sac de carottes. Pour obtenir mon prix le plus élevé cette année, j'ai dû employer un sac plus grand. Je peux dire que les coûts que je dois assumer pour la main-d'oeuvre, le combustible et tout le reste ont tous augmenté.

Je ne suis pas capable de subvenir à mes besoins en vendant 100 sacs de carottes; il faut en vendre 1 000. Si je ne suis pas 10 fois plus gros... Mais il ne peut pas y avoir 10 fermes, il ne peut y en avoir qu'une, alors forcément le nombre de fermes sera moindre. Avons-nous besoin d'un grand nombre de nouvelles fermes ou bien de rendre les fermes existantes rentables? Voilà la première question.

Cela dit, le deuxième aspect qui a probablement eu un impact sur la rentabilité autant que d'autres est l'accès au marché. L'accès au marché se fait de deux manières. Dans un cas, les détaillants se sont regroupés massivement. Même s'il n'y a que deux détaillants, certains détaillants relocaliseront la distribution en un seul endroit.

À un moment donné, nous avons pu parler avec les gens de Sobey's de la région; cette entreprise avait cinq points de vente. Ils étaient gérés pratiquement comme cinq entreprises différentes. Quand j'ai démarré en affaires, j'avais de 10 à 12 débouchés possibles pour mes produits; je n'en ai plus maintenant que deux ou trois. Ce n'est pas parce qu'il y a moins de détaillants; c'est tout simplement que les détaillants se sont regroupés. Mon entreprise doit donc maintenant avoir la taille requise pour traiter avec un détaillant en tant que détaillant unique, alors qu'auparavant il y avait un partage naturel parce que les détaillants étaient dispersés. Mais ils se sont regroupés et nous devons nous aussi nous regrouper pour pouvoir faire face à une telle puissance, ou la partie est perdue.

J'achète des produits auprès d'entreprises agricoles et je n'achèterai rien de qui que ce soit si c'est pour perdre de l'argent dans le processus. Je ne suis pas un organisme de charité. Ils ont fait connaître leurs coûts, tout le monde veut les mêmes et tout le monde tient le même discours. En réalité, le premier à tenter sa chance devra se contenter de ce qu'il reste, parce que personne d'autre n'acceptera de s'exposer à perdre de l'argent, n'est-ce pas? Ils vendront donc leur entreprise un certain prix puis ils retireront leur argent. Ce qu'il restera s'en ira par le fond. Et s'ils peuvent vous en soutirer un peu plus, ils le feront parce que ce sont les affaires.

Je crois que nous, les agriculteurs, croyons que nous avons des relations plutôt orageuses avec ces détaillants, mais à moins de me tromper, si vous étiez Procter & Gamble, par exemple, vous trouveriez cette relation encore plus orageuse, n'est-ce pas? La réalité est que ce sont les affaires et ainsi va la vie. En matière d'accès au marché, telle est la réalité avec laquelle il faut composer.

Toujours en ce qui concerne l'accès au marché, l'énergie bon marché permet le transport d'énormes quantités et d'une grande variété de denrées alimentaires. Dans cette région, il y a déjà eu de 10 à 12, voire peut-être 20 fermes qui pouvaient assurer leur subsistance en vendant du chou l'hiver dans les années 70 et 80. Maintenant, il n'y en a qu'une et demie parce que les gens achètent du brocoli et nous ne cultivons pas le brocoli ici. Le choix des denrées offertes aux consommateurs est énorme et c'est en partie ce qui a causé l'érosion de l'accès au marché ou de la capacité de générer un magot. Il faut donc que le magot augmente.

•(1055)

Dans mon idée, nous devons aller dans d'autres directions et l'option de l'énergie est parfaite. Nous devons créer les circonstances permettant d'intégrer ce facteur énergie et nous faire payer en conséquence. Il faut importer les programmes tels que microFIT et FIT mis en place en Ontario.

Je crois que la recherche au niveau local est une nécessité. Je me suis essayé aux produits à valeur ajoutée et je n'aurais pas survécu sans le soutien de la station de recherche de Kentville. C'est ce qui a fait la différence entre rentabilité et non-rentabilité de ma ferme.

Enfin, il doit y avoir de l'argent à transmettre. Nos fermes constituent essentiellement nos REER. On ne voit pas beaucoup d'agriculteurs assis sur une fortune en REER. C'est votre ferme qui est votre REER. Si vous êtes incapable de la vendre, vous n'avez pas un sou. À un moment donné, il faut la vendre. Si l'argent manque, il faut la vendre.

Il y a déjà eu un programme appelé CSRN qui permettait de cotiser à son propre REER à même la ferme, mais le programme a été supprimé et les fonds ont été dépensés. Il y a maintenant le programme Agri-investissement. J'y participe, mais je n'en ai jamais de nouvelles. Que fait ce programme? Il n'y a pas de réponse à cette question.

Je considère que la question de savoir où va l'argent du gouvernement revêt une énorme importance. Le gouvernement provincial ne fera rien parce que le gouvernement fédéral n'y mettra rien de sa poche. Le gouvernement fédéral n'y mettra rien de sa poche à moins que le gouvernement provincial fasse la même chose. Nous sommes tellement occupés à nous disputer pour savoir qui investira quel montant que nous ne faisons rien. Au lieu de perdre tout ce temps en chicanes au sujet de la destination de l'argent, pourquoi ne pas s'engager à mettre l'argent en commun, puis se mettre à l'ouvrage et le dépenser au lieu de se disputer sur la question de savoir comment il sera dépensé. On a toute une brochette de consultants. Rien n'en sort. On crée toute une bureaucratie pour se chicaner sur la façon dont on dépensera une poignée de dollars. C'est dans une large mesure la raison pour laquelle je me suis personnellement tenu loin de la politique en matière d'agriculture, parce qu'on y tourne en rond.

Je pense que je vais m'arrêter là-dessus.

Le président: Merci beaucoup, Mark.

Je donne maintenant la parole à la Nova Scotia Fruit Growers' Association. Nous entendrons M. Brian Boates et Dela Erinth.

M. Brian Boates (président antérieur, Nova Scotia Fruit Growers' Association): Je vais commencer par vous faire part de certaines de mes expériences personnelles en agriculture pour ensuite aborder le point de vue de l'industrie, puisque l'an dernier j'ai assumé les fonctions de président de la Nova Scotia Fruit Growers' Association.

J'ai grandi sur une ferme familiale qui a d'abord été établie pour cultiver des pommes d'exportation. À ce moment-là, la production s'étendait sur 150 acres. Aujourd'hui, nous cultivons 25 acres de pommes et de poires et nous faisons essentiellement de l'agriculture à valeur ajoutée pour gagner notre vie.

Au début des années 1970, nous avons commencé des activités d'auto-cueillette et démarré une cidrerie. En 1995, nous avons ajouté une vinaigrerie et nous produisons maintenant du cidre doux, du cidre doux biologique, du vinaigre de cidre de pomme, du vinaigre de cidre de pomme biologique, du vinaigre de vin rouge et un nouveau produit appelé vinaigre de cidre de pomme balsamique.

Je n'ai jamais eu d'autre carrière. J'ai toujours voulu exploiter la terre. Je travaille avec mon père. Je me suis lancé en agriculture à temps plein en 1989. Aujourd'hui, 60 p. 100 de notre production est certifiée biologique. Je ne me suis jamais éloigné de cette voie, sauf que nous voulions faire du vinaigre de cidre de pomme biologique, ce qui a beaucoup attiré mon intérêt. Pour ce faire, j'ai reçu l'aide de notre centre de recherche local, où un groupe de chercheurs et de collègues producteurs voulaient travailler ensemble pour apprendre comment cultiver des fruits biologiques dans notre climat. Cela m'a apporté beaucoup. Je n'en serais pas là aujourd'hui si je n'avais pas eu cette chance. Bon nombre des rencontres ont eu lieu le midi, parce que certaines de ces personnes ne pouvaient probablement pas consacrer leur temps à cette activité, leurs heures de travail; elles ont donc sacrifié leur dîner.

Au moment où l'on se parle, nous avons vraiment réduit la taille de notre entreprise. Tous les progrès novateurs que nous avons réalisés, car nous avons cette réputation au sein de l'industrie, sont attribuables à notre centre de recherche local. Apprendre à faire du vinaigre et à cultiver des pommes biologiques, et simplement cultiver des pommes en général, n'a pas été chose facile. Cela fait partie des raisons pour lesquelles je considère qu'il est important d'avoir un système alimentaire régional, et je crois qu'on peut court-circuiter les détaillants un peu si on fait la promotion des aliments régionaux dans nos différentes régions, auprès de leurs habitants, afin que la stratégie soit mise en oeuvre d'un bout à l'autre de la chaîne.

Tous nos produits sont distribués partout dans les Maritimes. Toutefois, une des choses à laquelle je n'avais pas pensé, c'est que nous pouvons obtenir une prime de 20 à 120 p. 100 sur nos fruits biologiques. Nous payons pour la certification par une tierce partie. Il en coûte probablement 3 000 \$ chaque année, et j'estime faire assez d'argent pour payer facilement cette certification, mais on nous demande maintenant d'assurer la salubrité des aliments à la ferme. J'ai des questions à ce sujet. Par ailleurs, ces 10 dernières années, l'Agence canadienne d'inspection des aliments... À un moment donné, elle nous considérait comme une industrie artisanale, et maintenant elle exige que nous ayons des normes relatives aux plantes alimentaires. Nous avons sans doute investi 10 000 \$ par année au cours des 5 à 10 dernières années, et c'est étonnant d'avoir réussi à ramasser cet argent. Il y a 10 ans, c'est une dépense que je n'avais pas prévue. Nous réinvestissons toujours un peu, mais... Et je ne suis pas contre la salubrité des aliments; je crois que c'est très important. Il s'agit cependant d'un secteur dans lequel je n'avais pas prévu investir.

En ce qui a trait à l'industrie, nous travaillons ensemble à notre revitalisation et à la création d'une industrie durable. Honeycrisp est notre réussite, et je crois que ce sera le cas encore un moment. Nous travaillons également de façon stratégique à l'utilisation de cultivars à fort rapport économique pour faire progresser notre industrie et accroître le rendement de nos producteurs. Nous avons aussi dirigé une chaire de recherche sur les bioproduits à notre université d'agriculture locale, ce qui a donné lieu à plusieurs découvertes intéressantes concernant les sous-produits de la pomme. Les nouveaux cultivars posent de nouveaux défis. Honeycrisp est une pomme merveilleuse, mais elle exige pas mal de recherches pour bien l'entreposer, et il faut également un niveau d'expertise horticole élevé pour réussir à la cultiver. C'est un autre exemple qui prouve que nous avons besoin de recherche sur la production primaire.

• (1100)

Je suis très inquiet, cependant. Nous augmentons le rendement des producteurs, mais allons-nous pouvoir en attirer de nouveaux? L'âge

moyen de nos producteurs est assez avancé maintenant. Les nouveaux arrivés apporteront de nouvelles idées et de nouveaux concepts de notre industrie, et c'est ce qu'il nous faut. Mais si nous ne sommes pas rentables, je ne crois pas que nous pouvons aller de l'avant comme industrie et ouvrir cette porte.

C'est à peu près tout ce que je voulais dire aujourd'hui.

Merci.

• (1105)

Le président: Très bien, merci beaucoup.

Je cède maintenant la parole à M. Buzek pour cinq à sept minutes.

M. Torin Buzek (Two Sails Farm): Bonjour.

En octobre 2009, ma femme et moi avons acheté une petite ferme dans la région de Martock, tout près de Windsor. Nous planifions depuis le début de 2007 ce que nous voulions faire. Nous voulions absolument une exploitation à petite échelle. Lorsque nous avons examiné différents modèles agroécologiques, nous préférons généralement un modèle d'agriculture à faibles apports externes. Nous avons opté pour une ferme mixte, diversifiée, qui est surtout axée sur la fibre animale, le cachemire et la laine, et d'autres produits-créneaux haut de gamme.

Jusqu'ici, c'est très encourageant. Nous avons commencé il y a seulement cinq ou six mois, mais jusqu'à maintenant la collectivité nous soutient beaucoup, et nous trouvons particulièrement encourageant que d'autres entreprises de la même taille réussissent dans la région.

Je fais une parenthèse ici. Nous avons vraiment eu de la chance qu'Internet haute vitesse soit branché peu avant que nous emménagions. Cela nous a beaucoup aidé à établir des relations pas seulement à l'échelle nationale mais aussi à l'échelle internationale avec des personnes comme nous, et cela permettra éventuellement d'ouvrir un marché pour nos produits pas seulement en Amérique du Nord mais aussi en Europe. À propos d'Internet haute vitesse, même si de nombreux programmes gouvernementaux figurent sur le Web, il est extrêmement difficile de les consulter et la plupart des liens ne fonctionnent pas, autant sur les sites Web fédéraux que provinciaux.

Les principales difficultés que nous avons rencontrées — comme plusieurs personnes vous l'ont dit — étaient les frais et les fonds de démarrage. Nous avons acheté une ferme de 40 acres. Elle n'a pas été exploitée pendant 10 à 15 ans. Donc, personne ne la considérait comme une ferme. C'était une grange avec une terre défrichée et une vieille maison.

Nous avons réussi à obtenir un prêt hypothécaire résidentiel, et je crois que notre taux d'intérêt était de 3,5 p. 100. Nous avons été très chanceux. Il était impossible de contracter un prêt hypothécaire auprès du conseil des agriculteurs, parce que les paiements allaient être beaucoup trop élevés et que le taux d'intérêt était trop élevé. Et parmi les programmes, aucun ne correspondait à notre modèle; étant donné qu'il ne s'agissait pas d'une ferme en exploitation, nous n'étions pas en mesure de garantir que la ferme allait produire un revenu X la première année. Au cours de notre première année, nous prévoyons gagner environ 25 \$, alors...

Après avoir enregistré la ferme, nous avons découvert que la plupart des programmes ciblaient des exploitations agricoles plus importantes et bien établies. Je crois que c'est ce qu'ont dit plusieurs personnes ici. Toutefois, il est encourageant de voir augmenter le nombre de campagnes visant à acheter et à manger des produits locaux, comme Select Nova Scotia, le soutien aux marchés des agriculteurs et le développement de l'agriculture à soutien communautaire.

Le vice-président (L'hon. Mark Eyking): Merci beaucoup.

Nous entendrons Phillip Keddy.

M. Phillip Keddy (directeur de l'ouest, Nova Scotia Young Farmers Forum): Je suis membre du Nova Scotia Young Farmers Forum, mais la plupart de mes opinions et de mes propos seront basés sur le jeune agriculteur que je suis dans l'industrie, et aussi sur le fait que j'ai quelques amis de mon âge dans l'industrie.

J'aime vraiment faire partie du Nova Scotia Young Farmers Forum. Comme groupe provincial, nous essayons de parler à tout le monde et de faire part des problèmes de notre province au conseil national, et nous essayons de travailler ensemble, en établissant des réseaux pour résoudre les problèmes auxquels nous faisons face.

J'ai grandi sur une ferme familiale avec mes parents et je suis maintenant un employé à temps plein. Jeune, j'ai consciemment décidé d'exploiter la terre pour le reste de ma vie parce que j'aimais l'agriculture. Après l'université, il y a quatre ans, je suis revenu et j'ai commencé à travailler à la ferme à temps plein avec mes parents.

Au cours de la dernière année, j'ai passé beaucoup plus de temps dans le bureau, à examiner les livres et les dossiers, parce que cela aura un impact considérable sur mon avenir. En rencontrant le comptable cet hiver, j'ai appris que notre ferme a seulement donné un rendement d'environ 3 p. 100 l'an dernier. Cela ne représentait même pas assez d'argent pour compenser la dépréciation de nos biens. Il était très décourageant de penser qu'à mon âge... Je tiens à avoir une famille. Je vais me marier cet été, et je veux offrir le même style de vie à mes enfants et à ma famille que celui que j'ai eu, et un rendement de 3 p. 100 ne le permettra pas.

Même si j'empruntais l'argent pour acheter la ferme de mes parents, j'aurais de la difficulté à simplement essayer de générer un revenu suffisant pour rembourser le prêt. Mes parents ont commencé à partir de rien, première génération, et ils ont mis chaque dollar qu'ils avaient dans la ferme, réinvestissant sans cesse; ils n'ont pas de REER. Leur retraite, c'est la ferme. Je suis le seul à pouvoir assurer la relève, financer leur retraite et faire en sorte que notre ferme continue d'être exploitée.

L'un des gros problèmes, c'est la rentabilité, et cela me fait peur, parce que je sais que je pourrais quitter la ferme demain, partir vers l'Ouest, ou même prendre la route et conduire un camion pour gagner beaucoup plus d'argent. Mais j'adore l'agriculture, j'aime me lever tôt et j'aime travailler à l'extérieur. C'est frustrant de ne pas se sentir apprécié et compris par le gouvernement et notre société. Ils ne se rendent pas compte à quel point nous travaillons vraiment dur et nous sommes passionnés par notre travail chaque jour.

J'ai eu le privilège de participer la semaine dernière au programme de sensibilisation sur l'agriculture. Je suis allé dans une école et j'ai lu un livre sur l'agriculture à une classe de deuxième année, essayant ainsi de parler à la prochaine génération. J'ai pu demander aux élèves qui voulait devenir agriculteur, et beaucoup d'entre eux ont levé la main, excités. Mais un enfant a dit: « Pas moi ». Je lui ai donc demandé pourquoi et il a répondu: « Parce qu'il y a de meilleurs emplois ». Je lui ai demandé ce qu'il voulait dire par-là, et il a dit: « Il y a des emplois qui permettent de faire plus d'argent ».

Notre société d'aujourd'hui ne pense qu'à l'argent. Les gens veulent des emplois bien rémunérés et des produits bon marché. Si notre produit se trouve sur une tablette à côté d'un produit importé au même prix ou moins cher, c'est le produit le moins cher qu'on achète.

C'est là où est le problème. Il faut commencer à sensibiliser la population sur ce nous faisons, ce que nous cultivons, pour obtenir son appui. Parce que sans son appui, nous ne pouvons pas continuer. Les gens doivent acheter notre produit pour que nous puissions faire plus d'argent.

Je suis du même avis que plusieurs sur beaucoup de points, mais cela me dérange vraiment qu'un enfant de cet âge sache déjà que l'agriculture n'est pas une industrie rentable. Les enfants, malgré leur innocence, si on leur met quelque chose comme ça dans la tête, ils ne changeront jamais. Donc ça me dérange.

J'adore l'agriculture et je veux continuer dans ce domaine, mais il faut devenir plus rentable ou je ferais mieux moi aussi d'aller ailleurs et de faire plus d'argent pour faire vivre ma famille.

• (1110)

Le président: Phillip, quel âge avait cette jeune personne?

M. Phillip Keddy: C'était dans une classe de deuxième année. Les enfants avaient environ sept ans.

Le président: Incroyable.

Merci beaucoup.

Nous passerons maintenant la parole à notre dernier conférencier, M. Tim Ansems.

M. Tim Ansems (à titre personnel): Merci.

Bonjour à tous les membres du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Merci de me permettre de faire des commentaires au sujet des jeunes agriculteurs et de l'avenir de l'agriculture.

Pour commencer, je vais vous résumer ma vie. Je m'appelle Tim Ansems. J'ai 32 ans, et je fais partie de la troisième génération d'éleveurs de volaille et de cultivateurs de grains de Port Williams. Mes grands-parents paternels ont immigré des Pays-Bas avec leurs 11 enfants au cours des années 1950. Ils ont acquis une ferme laitière que mon père a finalement transformé en exploitation agricole de tabac et de volaille. Nous ne cultivons plus le tabac, mais ma sœur élève toujours des volailles avec mon père.

J'ai grandi dans une exploitation agricole de tabac et de volaille, et je me rappelle que pendant les étés, nous travaillions très fort physiquement à la transplantation, au désherbage et à la récolte dans les champs de tabac. J'ai connu la joie de pelleter le fumier dans le poulailler. Pendant mes études universitaires, je passais mes étés à travailler pour deux agriculteurs locaux, dans un cas il s'agissait d'une exploitation agricole à grande échelle et dans l'autre cas, il s'agissait d'une petite exploitation agricole exigeante en main-d'oeuvre et spécialisée dans la culture de légumes.

Pendant ma troisième année d'université, alors que j'avais 21 ans, j'ai acheté un quota de dinde, et pendant ma quatrième université, j'ai acheté une ferme de 170 acres située en face de la ferme familiale d'origine. Après cinq ans d'université, j'ai obtenu un diplôme en génie des biosystèmes avec spécialisation en agriculture de l'Université de Dalhousie. Après avoir obtenu mon diplôme en 2001, je suis déménagé à la ferme que j'avais achetée. J'ai acheté un quota de poulet et une grange en 2003, et en 2008, j'ai bâti une grange pour les dindes comprenant un système de chauffage qui utilise la paille.

Ma femme est arrivée à la ferme avec une dette étudiante de 30 000 \$. Nous avons trois enfants — Caelin, Russell et Tobi.

Je produis actuellement 25 000 dindes et 125 000 poulets à rôti par année. Nous cultivons également 400 acres de blé, de maïs et de soya, et nous louons des terres à des producteurs locaux de pomme de terre.

Ma femme exploite un magasin de détail en ligne, la Valley Cloth Diaper Company, et elle le fait à partir de la ferme. Nous nous occupons d'une organisation de bienfaisance, le Brochet Exchange, qui offre un programme d'été pour les jeunes Autochtones des communautés éloignées du Nord du Manitoba. Je suis actuellement président de l'organisation Chicken Farmers of Nova Scotia, poste que j'occupe depuis quatre ans.

Je ne sais pas trop quoi dire aujourd'hui. Je vais essayer de rester positif. Je ne passerai pas mon temps à vous rappeler l'importance de la gestion de l'offre aujourd'hui, mais je saisis tout de même l'occasion de vous rappeler son importance. Le contrôle des prix, le contrôle de la production et le contrôle des importations sont les trois piliers sur lesquels un producteur doit s'appuyer pour réussir. Je mets l'accent sur le fait que je parle des producteurs. Tout tourne autour d'eux. Si on oublie les producteurs, il n'y a pas d'avenir possible. Si vous voulez que les jeunes agriculteurs aient un avenir, vous devez protéger la gestion de l'offre.

Je suis chanceux d'oeuvrer dans le domaine de la gestion de l'offre, et la plupart de mes collègues agriculteurs me disent que la vie est belle quand on est éleveur de volaille. Toutefois, la réalité pour moi en tant que jeune agriculteur, c'est que même avec la gestion de l'offre, nous avons du mal à créer des activités durables. J'ai payé des impôts sur le revenu seulement une fois depuis 10 ans, et c'est uniquement parce que Angela et moi avons travaillé à l'extérieur de la ferme pour obtenir des revenus. Ma marge de crédit est au maximum, et mes dettes totalisent 1,5 million de dollars. J'ai des actifs qui valent plus de 2 millions de dollars, mais les institutions prêteuses et les programmes financiers ne tiennent pas compte de nos actifs.

Grâce au financement du SCDCA, qui était un programme de développement des compétences en agriculture il y a quelques années, nous avons eu la possibilité de travailler en collaboration avec une consultante en administration des affaires. Une fois qu'elle a recueilli tous nos renseignements financiers et qu'elle s'est renseignée sur l'industrie, elle a voulu savoir ce que je pouvais bien faire dans le domaine de l'agriculture. Il était clair que sur papier, je ne pourrais pas survivre, mais nous avons pu déterminer la valeur qu'accorde notre famille au développement durable, aux pratiques exemplaires et au rôle de gardiens de la terre, des valeurs qu'il est difficile de concilier avec des profits à court terme. L'agriculture n'est pas un secteur traditionnel, et très peu de programmes ou de services sont en mesure de reconnaître notre situation unique.

Au cours de la dernière année, Angela a eu des problèmes de santé pour lesquels elle n'a pu obtenir ni services, ni soutien. Nous avons dû recourir à nos cartes de crédit et à nos marges de crédit pour répondre à nos besoins fondamentaux en matière d'alimentation, de vêtement et d'habitation. À présent qu'Angela peut recommencer ses activités et gagner de nouveau de l'argent, nous aimerions consolider notre dette sur cartes de crédit afin d'éviter les problèmes administratifs associés au fait de devoir faire cinq paiements à intérêts élevés à des jours différents chaque mois. Cependant, nous n'avons pas pu trouver d'institutions prêteuses qui auraient accepté de nous aider à simplifier et à réduire nos paiements, car sur papier, nous représentons des risques en matière de crédit. La formule

traditionnelle en matière de prêt ne correspond pas à notre réalité sur la ferme. Nous pourrions vendre notre quota, liquider nos dettes et continuer de vivre sur la ferme. Même si nous possédons des actifs s'élevant à 2 millions de dollars, ça ne nous aide pas à obtenir un prêt de 25 000 \$ pour simplifier nos paiements de cartes de crédit.

C'est pourquoi il est difficile de ne pas avoir un certain ressentiment. Nous nous considérons comme étant les gardiens de la terre, nous nous sentons privilégiés de travailler dans le domaine de l'agriculture, et nous savons également que nous fournissons un service essentiel. Nous travaillons sur la terre et nous assumons tous les risques relatifs à la production des aliments afin que le reste de la population puisse consacrer son temps à des tâches autres que des tâches de subsistance.

●(1115)

Lorsque nous devons nous démener et que personne ne veut nous aider, cela nous amène à nous demander pourquoi nous continuons de nous battre pour produire des aliments sains et de grande qualité pour des gens qui ne valorisent pas les aliments locaux et ne les apprécient pas. Compte tenu des statistiques et de la réalité, à savoir le nombre peu élevé de jeunes agriculteurs qui entrent dans la profession, il est évident que la plupart des gens ne sont pas intéressés à un style de vie où il y a des dettes élevées, des risques élevés et des profits minimes. Pour rendre l'agriculture plus intéressante aux yeux des jeunes agriculteurs, il faut partager le fardeau financier entre toutes les personnes qui tirent profit de l'agriculture.

Alors, pourquoi est-ce que je veux rester dans le domaine de l'agriculture? Pour des raisons comme l'indépendance, l'autonomie, l'innovation, l'éducation, le style de vie, les expériences, et le fait d'être gardien de la terre, de l'air et de l'eau. Ici sur la ferme, nous ne voulons pas nous plaindre. Nous avons pris des décisions et nous avons fait des choix qui nous ont conduits là où nous sommes. Beaucoup de gens dans divers secteurs font des erreurs et ont besoin de temps pour apprendre avant de réussir. Certaines entreprises se terminent par un échec. Dans certains cas, la réussite est au rendez-vous. C'est la vie, mais si nous continuons à traiter les agriculteurs comme des gens d'affaires qui sont responsables de façon indépendante de leur succès, nous risquons de perdre des travailleurs qualifiés et des producteurs locaux, et nous facilitons la tâche à un petit nombre de grandes entreprises qui prendront le contrôle de notre alimentation.

Pour que l'agriculture devienne plus intéressante pour ma famille, nous avons besoin d'un soutien financier dès maintenant. Nous avons besoin d'aide immédiatement afin que nous puissions profiter d'une qualité de vie raisonnable. Nous savons que nous avons des actifs. Nous savons que nous finirons par faire de l'argent, du moins nous l'espérons. Nous savons que la responsabilité de rendre notre entreprise rentable repose entre nos mains, et nous aimerions que des programmes reconnaissent la responsabilité de la population dans le domaine de l'agriculture. Nous aimerions savoir que nos clients, nos actionnaires, valorisent les services que nous fournissons.

Merci.

●(1120)

Le président: Merci beaucoup à vous, Tim, et à vous tous.

Nous passons maintenant à la période des questions.

Vous avez cinq minutes, monsieur Eyking.

L'hon. Mark Eyking: Merci, monsieur le président, et merci à tous d'être venus ici ce matin pendant cette période d'été si occupée.

Je partage mon temps avec Scott, alors je vais essayer de faire vite. Je vais poser une question, et elle s'adresse à M. Sawler. Je connais assez bien votre famille et votre entreprise depuis quelques années, et je fais l'éloge de ce que vous, votre père et le reste de votre famille avez fait pour l'industrie.

Nous avons parlé de la taille des entreprises et de leurs aspects commerciaux, mais ma question porte davantage sur la gestion de l'offre. Je pense qu'une de leurs réussites est liée au fait qu'ils sont un intervenant à part entière lorsqu'ils font affaire avec les gouvernements et l'industrie. De plus, nous avons remarqué que les agriculteurs du Québec semblent parler d'une seule voix lorsqu'ils discutent avec les gouvernements, les détaillants et les transformateurs.

Est-ce que les agriculteurs des provinces atlantiques devraient parler d'une seule voix, représenter notre vision de l'agriculture, lorsqu'ils discutent avec les gouvernements, les détaillants et les transformateurs? Devrait-on parler davantage d'une seule voix en nous appuyant sur une vision positive en affirmant notre volonté et en déterminant les outils dont nous avons besoin pour réussir d'une façon davantage axée sur la coopération, et donc en participant davantage?

M. Mark Sawler: Je crois que la réponse à cette question serait oui. Bien entendu, le diable est dans les détails.

J'admire ce qu'on fait au Québec, mais au Québec, il y a le fait que les Québécois ont la volonté sous-jacente d'avoir leur propre pays, ce qui fait qu'ils rassemblent leur volonté afin d'atteindre un objectif commun. Le problème touche la communication entre les provinces. Même si nous faisons partie du même territoire et que nous devons collaborer, nous nous considérons toujours comme étant un peu distincts, et pour parler d'une seule voix... Je ne sais pas. Nous semblons être assez individualistes. Nous ne tenons pas à parler d'une seule voix, mais à mon avis, oui, il faut qu'on en vienne à cela. Mais il n'est probablement pas réaliste de penser qu'il va y avoir une vague, qu'on verra ces gens se rassembler et parler d'une façon cohérente. Si on devait offrir de l'argent dans une région en particulier à la condition que les gens se rassemblent et s'entendent sur ce qu'il faut faire dans la région, cela fonctionnerait probablement.

L'hon. Mark Eyking: D'accord, Scott.

L'hon. Scott Brison: Merci.

On entend beaucoup parler de l'importance de la rentabilité et de l'importance de l'innovation pour favoriser cette rentabilité. Je demanderais à tous ceux et celles qui le veulent bien de me donner quelques exemples de travaux de recherche, menés notamment à l'échelle locale, qui ont une incidence sur votre rentabilité, sur votre capacité d'exploiter votre entreprise avec succès.

Le président: Madame Erinth.

Mme Dela Erinth (directrice exécutive, Nova Scotia Fruit Growers' Association): Je m'appelle Dela Erinth. Je représente la Nova Scotia Fruit Growers' Association. Nous avons surtout des pomiculteurs dans la province.

Sans la science, sans la recherche scientifique et l'innovation, nous ne serions pas en mesure d'assurer une certaine forme de viabilité économique à long terme. Nous aurions cessé nos activités. Sans la science, nous ne serions pas en mesure de planter de nouveaux cultivars dans notre province, par exemple la variété Honeycrisp, qui produit une récolte cinq fois plus importante qu'un cultivar traditionnel régulier; nous ne pourrions pas les cultiver et vendre aux consommateurs un produit de qualité. La science est essentielle

pour nous. Elle doit s'intéresser à une région précise, elle doit être multidisciplinaire et elle doit tenir compte des recherches effectuées en rapport avec la production primaire. Elle doit tenir compte des cultivateurs, des producteurs. Sans la science, nous allons devoir fermer boutique.

Le président: Quelqu'un d'autre?

Mark.

M. Mark Sawler: Si on examine le marché à l'heure actuelle, la croissance la plus importante — et je vais revenir une fois de plus à l'horticulture — est enregistrée dans le domaine des aliments préparés. Les aliments préparés comprennent la laitue en sac et tout ce qui est déjà pelé. Il s'agit en grande partie de produits à forte concentration de capital. Ce genre de production a lieu surtout aux États-Unis, où il est possible de fonctionner 12 mois par année. C'est très difficile pour nous de faire la même chose. Les Américains utilisent des produits qu'ils peuvent cultiver à longueur d'année.

Nous avons la chance et le malheur ici d'avoir des saisons. Pour que l'agriculture canadienne demeure viable, nous devons prolonger nos saisons à l'aide de produits que les gens veulent acheter. À mesure que la barre s'élève, nous devons accroître la qualité et la commodité des produits que nous offrons aux gens, n'est-ce pas? C'est la réalité.

Je peux vous donner quelques exemples, mais je vais m'arrêter ici.

• (1125)

Le président: D'accord, monsieur Buzek, rapidement.

M. Torin Buzek: J'ai dit que nous faisons une agriculture à faibles apports externes; nous faisons donc l'inverse en nous intéressant aux techniques agricoles utilisées en Afrique et en Amérique centrale, dans les pays qui par nécessité doivent en faire plus avec moins. Nous avons en fait obtenu de bons résultats à l'égard d'un certain nombre de techniques que nous avons mises au point en nous inspirant de ce système d'agriculture.

Le président: Merci.

Madame Bonsant, cinq minutes.

[Français]

Mme France Bonsant: Merci, monsieur le président.

Je veux vous parler, monsieur Boates, de votre ferme maraîchère. Combien de variétés de pommiers cultivez-vous sur votre terre?

[Traduction]

M. Brian Boates: J'en ai 25.

[Français]

Mme France Bonsant: Dans ma circonscription, il y a deux fermes maraîchères, et je dois vous dire qu'elles s'en sortent très bien. Par contre, elles ont diversifié leur production. D'autres processus, d'autres transformations ont été mis en place. L'une de ces fermes fabrique du cidre de glace avec ses pommes et ses poires. L'autre a installé un kiosque où l'on vend des tartes.

Avez-vous pensé à effectuer une deuxième ou une troisième transformation et à mettre ces produits sur le marché non seulement ici, mais à l'extérieur des Maritimes, même à l'extérieur du Canada?

[Traduction]

M. Brian Boates: Oui, je cherche toujours la possibilité de lancer de nouveaux produits. Cette année, nous allons fabriquer un vinaigre de vin à la poire et le commercialiser. En fait, pour l'un des produits uniques que j'ai créés, j'ai reçu une demande de l'étranger pour savoir si je pouvais l'exporter. Je vends déjà mes produits au marché des agriculteurs locaux dans la capitale.

[Français]

Mme France Bonsant: L'agriculture ne se porte pas tellement bien dans toutes les provinces, qu'on soit agriculteur indépendant ou non. Il y a un problème de manque d'agriculteurs, et c'est triste parce qu'on parle de souveraineté alimentaire, mais on ne parle pas d'aide à l'agriculture.

Je siège à la Chambre des communes depuis six ans et, pendant tout ce temps, rien ne s'est produit, que ce soit sous l'un ou l'autre des gouvernements. Je pense de la même façon que M. Eyking —, même s'il est absent. En fait, il me semble que le gouvernement provincial connaît les besoins des gens, mais qu'il n'en va pas de même ailleurs.

Croyez-vous qu'une réglementation sur le dumping des autres pays vous aiderait à vivre, davantage qu'à survivre? Pensez-vous qu'il devrait y avoir une politique sur le dumping de la part d'autres pays qui n'ont pas les mêmes valeurs ajoutées que les nôtres? Cela pourrait-il vous aider à pouvoir survivre un peu plus, que ce soit par le truchement de l'étiquetage, d'un programme COOL, ou de quoi que ce soit?

[Traduction]

M. Brian Boates: Le dumping est un problème. Je suis certain qu'actuellement, chez nos voisins du Sud, on est en train de planter beaucoup de pommiers. Le détaillant magasin partout dans le monde. J'ai toujours l'impression que, quand on magasin partout dans le monde, on réussit toujours à trouver une bonne affaire quelque part. Le fait que nous soyons toujours en concurrence avec un pays qui constitue une bonne affaire est un problème réel, surtout dans l'industrie fruitière.

Mme Dela Erinth: Pour les fruits de verger, pour les pommes, le dumping constitue un problème, aussi bien sur le plan international que national; sur la côte Ouest du Canada par exemple, il y a un problème avec l'État de Washington. Sur la côte Est, je pense que nous allons avoir un problème si l'État de New York réussit à obtenir un programme de replantation de 20 millions de dollars par année, qui serait en concurrence directe avec ce que nous faisons en Nouvelle-Écosse actuellement.

Par ailleurs, en ce qui a trait au marché international, on pourrait penser qu'il serait possible d'exporter des pommes dans des pays comme les Émirats arabes unis et de faire un peu de profit. Eh bien, ça ne semble pas être le cas, parce que l'État de Washington — et j'apporte des réserves à ce que je dis en parlant de « dumping » — fournit à Dubai des pommes qui ne répondent certainement pas aux normes du marché canadien. Les Américains font du dumping dans ce marché. Ils ont habitué la population à recevoir ces pommes et à payer moins cher. Alors exporter dans un pays où on penserait faire un profit est impossible.

• (1130)

[Français]

Mme France Bonsant: C'est vrai qu'il est difficile de faire concurrence à un pays comme les États-Unis ou à ceux d'Europe, où l'agriculture est largement subventionnée.

Au Québec et au Canada, elle l'est de moins en moins. Alors, comment être compétitifs, quand on sait que les autres pays subventionnent leurs agriculteurs et qu'ici, ils sont laissés presque à eux-mêmes?

[Traduction]

Mme Dela Erinth: Nous ne sommes pas sur un pied d'égalité.

[Français]

Mme France Bonsant: Exactement.

[Traduction]

Mme Dela Erinth: Il n'y a tout simplement rien pour nous, et la situation empire.

Mark, voulez-vous nous faire part de l'information que vous avez?

On peut voir que cette proposition de mettre en place un programme de replantation dans l'État de New York risque d'avoir des conséquences graves pour nous. En tant que Canadiens, nous devons décider si nous voulons respecter l'agriculture en tant que service rendu à la population — Cammie l'a dit — et en tant que service essentiel.

Nous n'avons pas conscience que, si nous ne le faisons pas, nos pommes vont provenir d'ailleurs.

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur Allen, vous avez cinq minutes.

M. Malcolm Allen: Merci, monsieur le président, et merci à vous tous.

Je viens d'une région où la culture fruitière est très présente. Je viens de la péninsule de Niagara. Nous avons aussi un centre de recherche, et nous venons presque de le perdre, comme je l'ai expliqué ce matin.

Je sais ce que me disent les cultivateurs de la région. Récemment, il a été question de la pêche à noyau adhérent. Nous avons perdu la dernière conserverie à l'est des Rocheuses, et nous nous sommes débarrassés de ce type de pêche. Il s'agit essentiellement de la variété de pêche utilisée pour la mise en conserve. Comme son noyau adhère à sa chaire, elle est plus facile à transformer mécaniquement et à mettre en conserve qu'à manipuler manuellement. Il n'y en a presque plus dans la région du Niagara maintenant. Il y a quelques cultivateurs qui en ont gardé. Le reste a été arraché.

Comme vous êtes dans l'industrie fruitière, avez-vous une idée de ce qui attend l'industrie? Je vais vous laisser répondre à cette question. Ensuite, je vais m'adresser à Tom; j'aimerais en savoir plus sur ce que vous faites et sur vos travaux à l'étranger concernant l'agriculture à faibles apports externes par rapport à ce qui se fait en agriculture biologique. J'aimerais que vous me parliez de cela.

Je vais d'abord laisser Dela et Brian répondre.

Mme Dela Erinth: L'industrie canadienne des fruits de verger — la seule industrie dont je peux parler — éprouve des difficultés d'une région à l'autre. Je peux dire qu'en Nouvelle-Écosse nous conservons avec certitude nos exploitations. Nous sommes incontestablement à un niveau supérieur par rapport à certaines des autres provinces. C'est grâce aux efforts concertés des cultivateurs de la province en vue de s'attaquer à un marché très concurrentiel. Nous avons perdu une bonne partie de notre capacité de transformation, ce qui a un effet très négatif sur l'industrie. Si nous ne suivons pas le rythme des travaux scientifiques et technologiques qui ont cours dans le reste du monde, nous allons perdre complètement cet avantage concurrentiel — instantanément.

Nous devons suivre de près ce qui se passe et toujours foncer. Pour ce faire, nous avons besoin de soutien. Nous avons besoin d'aide. Nous n'y arriverons pas tout seuls, parce que le profit n'est pas suffisant. Une plus grande part de l'argent des consommateurs doit revenir aux exploitations agricoles. Cela permettrait de résoudre le problème relatif aux nouveaux agriculteurs, parce qu'ils seraient beaucoup plus nombreux s'ils savaient qu'il est possible de faire de l'argent et de survivre comme n'importe quelle autre entreprise canadienne.

M. Brian Boates: J'aimerais tout simplement ajouter que l'industrie cherche à innover dans le but d'accroître la rentabilité des cultivateurs. Mais je suis très préoccupé par l'augmentation du coût de la main-d'oeuvre, du combustible et des intrants. Il est très difficile de dire si l'innovation évolue à un rythme qui permettra d'atteindre un niveau suffisant pour couvrir ces coûts.

•(1135)

M. Torin Buzek: Je vais expliquer un peu mieux en quoi consiste l'agriculture à faibles apports externes et ce que nous avons appris principalement des pays du tiers monde. Nous n'utilisons pas de tracteur, et nous réduisons à presque rien l'apport en pétrole. Ce type d'agriculture est beaucoup plus exigeant en main-d'oeuvre. Et tout ce qu'on trouve dans la ferme tend à avoir deux fonctions. Nos chèvres produisent du fumier pour notre potager où nous faisons pousser des variétés rares de légumes. Par la suite, les sous-produits de notre potager nourrissent nos chèvres. Nous faisons de la culture sans labour, mais nous n'avons pas besoin de tracteur. C'est très exigeant en main-d'oeuvre. Tout est fait manuellement. Essentiellement, nous réduisons à presque rien ce qui provient de l'extérieur de la ferme.

M. Malcolm Allen: Mark, vous avez parlé de ce que j'appelle les aliments préparés — je pense que vous avez utilisé le même terme. Sans vouloir vous offenser, c'est comme quand nous allions au McDonald quand nous étions enfants, quand nous ne voulions pas attendre plus de 45 secondes avant de pouvoir manger. Pensez-vous vraiment, en tant qu'agriculteur, que c'est la voie que nous devrions prendre? Où est-ce que les agriculteurs doivent prendre cette voie, au bout du compte, s'ils veulent faire de l'argent? Est-ce vraiment...

Cela me préoccupe en tant que consommateur. Honnêtement, je n'ai pas très envie d'acheter un sac de salade qui a traversé la moitié du continent nord-américain pour arriver jusqu'ici, même si je sais qu'en saison je peux acheter ma laitue en Ontario.

Alors j'aimerais savoir ce que vous en pensez en tant que producteur primaire. En tant que consommateur, est-ce que je devrais vraiment suivre cette voie, ou bien est-ce que je devrais faire ce que ma mère faisait, c'est-à-dire acheter une tête de laitue, des carottes et des radis et préparer ma propre salade?

M. Mark Sawler: Je pense que ce serait formidable, mais vous ne faites pas partie de la majorité. Vous faites partie de la minorité si vous préparez votre propre salade. La réalité, c'est que la plupart des gens achètent de la salade en sac. Je ne dis pas que c'est bien ou que c'est mal, mais la réalité, c'est qu'ils en achètent. Et si nous disons que c'est bien ou mal ou qu'il ne faudrait pas le faire et que nous changeons de direction pour essayer de convaincre les gens de ne pas le faire, alors nous laissons tomber l'accès à ce marché, ce qui va entraîner une diminution du marché et de la base du revenu pour l'agriculture.

Je ne suis pas en train de dire que nous devons faire de l'argent ou des profits; je dis tout simplement que la base du revenu ou la taille de l'industrie diminuerait. Et la réalité, c'est qu'il y a beaucoup d'aliments préparés sur le marché. Ils sont placés bien en évidence parce qu'ils sont très payants pour les commerçants. Les fruits frais

coupés et les salades sont placés bien en évidence. Et les commerçants vous diront que c'est la catégorie qui affiche la croissance la plus rapide.

Alors on peut penser que c'est bien ou que c'est mal mais, au bout du compte, c'est le consommateur qui décide. Et, actuellement, le consommateur achète ce genre de produit.

Que faut-il faire à cet égard? C'est une bonne question, mais le produit existe et le consommateur l'achète. C'est ce que je voulais soulever. Et si c'est ce qu'il veut, si c'est ce que... Et si nous ne produisons pas un produit que le consommateur veut, cela n'a pas d'importance.

Le président: D'accord, merci, Mark.

Nous passons maintenant à M. Armstrong, pour cinq minutes.

M. Scott Armstrong: J'aimerais vous remercier tous d'avoir pris le temps de venir nous rencontrer; merci pour vos exposés.

Plusieurs thèmes sont revenus souvent au cours de la journée — l'accès aux capitaux, la rentabilité, la protection de la gestion de l'offre, l'accès aux marchés — mais on a aussi beaucoup parlé de recherche. Je pense que c'est vous, Danny, qui avez été le premier à en parler, alors ma question s'adresse à vous en premier.

Lorsqu'il est question de l'expansion des marchés, de la protection de nos aliments locaux et peut-être de l'ajout de nouveaux produits, croyez-vous que le soutien continu de la Kentville Agricultural Research Station et du Nova Scotia Agricultural College ainsi que les autres investissements fédéraux et provinciaux dans la recherche dans ce domaine soient essentiels pour assurer l'avenir de l'agriculture en Nouvelle-Écosse?

M. Danny Davison: Oui, merci pour la question.

Absolument. Dela et Brian sont probablement les personnes les plus proches de la recherche qui s'effectue au centre de recherche de Kentville, plus spécialement Dela qui représente la Fruit Growers' Association. Mais en tant que producteur, je reviens toujours à la question de la rentabilité. Étant donné que pour être rentable il faut pouvoir contrôler le coût des intrants, dans l'industrie des pommes il faut absolument connaître, comme c'est le cas sur notre ferme, les tarifs, les produits, les périodes d'utilisation, ainsi que les insectes, les agents pathogènes, les champignons ou tout autre élément qui va nous permettre de produire un fruit de qualité que nous pouvons vendre à un prix raisonnable, dans un marché donné.

Je sais que par le passé, et même aujourd'hui, les renseignements émanant du centre de recherche de Kentville en ce qui a trait aux tarifs et aux types de produits et ce genre de chose ont été très importants. Si cela peut aider à maintenir une certaine rentabilité dans une ferme en réduisant certains des coûts, c'est alors essentiel. Que les renseignements viennent de Kentville, du Collège d'agriculture de la Nouvelle-Écosse, de Nappan ou de tout autre endroit, oui c'est très important.

•(1140)

M. Scott Armstrong: Est-ce que quelqu'un d'autre voudrait ajouter quelque chose?

M. Phillip Keddy: Oui je vais faire un commentaire.

Je cultive des plantes de pépinière certifiées sur ma ferme et je travaille en étroite collaboration avec le centre de recherche de Kentville, notamment avec Andrew Jamieson, leur phytogénéticien. Au cours des années, Kentville a produit quelques variétés qui ont eu beaucoup de succès, et que nous cultivons encore dans nos champs certifiés. Kentville a produit de nouveaux plants de fraise d'excellente qualité et qui conviennent à notre climat de l'Atlantique. Nous avons besoin d'eux dans cette région parce que les plants qui poussent bien dans l'Ouest ou sur la côte Ouest, ne sont pas nécessairement adaptés à notre climat. Il est nécessaire d'être proche de nos installations de recherche afin de pouvoir travailler avec les agriculteurs et aider notre industrie fruitière à générer plus d'argent. Au cours des années, ils ont reçu des redevances pour ces plants, ce qui est une façon de remettre l'argent dans le système et de ne pas dépendre entièrement de l'argent du gouvernement. C'est une façon d'être autonome. Je vois tout cela comme une initiative très positive pour garder l'argent dans le secteur.

M. Scott Armstrong: Merci.

Je crois que M. Davison a parlé d'un système de remboursement d'impôt. Pourriez-vous développer sur la question et sur ce que cela peut représenter pour nous?

M. Danny Davison: Oui. Je fais partie de la Fédération de l'agriculture de la province, et bien que je ne pourrais donner en détail exactement le fonctionnement, je connais les idées de base. Nous avons eu un processus de trois ou quatre années qui s'est terminé l'an dernier. Il avait été initié par Kelco Consulting à Kentville. Il s'agissait d'une étude qui se penchait sur la façon de produire un taux de rendement raisonnable pour la production primaire. L'idée générale était d'avoir un genre de taxe au niveau de la vente au détail. Je crois que cela a commencé avec l'industrie porcine et peut-être même dans l'industrie des bovins et des pommes.

Cela ne représentait que quelques sous dans le prix de détail qui pouvaient générer une large somme d'argent à retourner aux producteurs primaires. Bien sûr, dès que l'on parle de taxe ou de quoi que ce soit du genre, l'idée est rejetée par les niveaux supérieurs, les niveaux politiques, parce qu'il est manifestement très impopulaire d'imposer une nouvelle taxe.

En revanche, les détaillants allaient bénéficier d'une sorte de rabais pour chaque kilo ou chaque livre de produits qu'ils avaient sur leurs tablettes et qu'ils vendaient, le gouvernement provincial — encore je ne suis pas très au courant des politiques fédérales — offrirait alors une sorte de rabais d'impôt aux détaillants afin de les encourager à participer. En même temps, l'augmentation de l'activité économique de la province dans le secteur rural de la Nouvelle-Écosse ferait augmenter la production, et la production locale étant vendue, avec un peu de chance, des revenus fiscaux égaux ou supérieurs reviendraient à la province. Ce serait une solution plus agréable que le système souhaité au départ qui introduisait un type de taxe sur la nourriture.

Des deux côtés, peu importe le système, je crois qu'il est surtout très important de remettre plus d'argent dans les poches des producteurs primaires.

Le président: Merci, monsieur Armstrong.

Nous allons passer maintenant à M. Easter pour cinq minutes.

L'hon. Wayne Easter: Merci, monsieur le président, et merci à tous d'être ici.

Premièrement, dans le secteur de la recherche, comme dans la majorité des programmes en agriculture, nous procédons avec un système national. Vous vivez ici dans un micro-climat. L'industrie

privée fait ses propres recherches pour ses propres profits et vise principalement le Midwest des États-Unis, ce qui en aucun cas peut m'aider moi, à l'Île-du-Prince-Édouard, ni vous, surtout pas avec votre micro-climat.

Qu'en est-il de la recherche? Dans plusieurs secteurs, l'attrition nous fait perdre des chercheurs d'expérience qui ne sont pas remplacés. Qu'en est-il de la recherche ici à Kentville?

• (1145)

Mme Dela Erinth: Peut-être que je pourrais répondre.

Le Canada a décimé le système de recherche au cours des 10 dernières années. Si vous lisez le rapport de la vérificatrice générale, ce que je crois que vous avez déjà fait, vous allez y lire la même histoire et nous sommes d'accord avec cette vision des choses. Nous sommes extrêmement inquiets au sujet de la planification de la relève au centre de Kentville et je l'ai déjà dit deux fois, sans le centre de Kentville, l'agriculture de la Nouvelle-Écosse, plus particulièrement le secteur de l'horticulture, sera en ruine dans très peu de temps. Nous avons eu récemment de bonnes nouvelles du centre de recherche. Ils ont mis sur pied ce qu'ils appellent un RRUM, qui est un genre de comité conseil pour le centre. Ce sont des nouvelles encourageantes. Ils disent que le centre va demeurer ouvert. Ce qui ne nous convainc pas tout à fait.

L'hon. Wayne Easter: Je crois qu'il s'agit là d'un effort de relations publiques servant à couvrir leurs arrières, si vous permettez l'expression.

Mme Dela Erinth: Malheureusement, nous avons été témoins, au cours des dernières années, de beaucoup de paroles et de très peu d'action. Ce qui se dit dans les très hautes sphères ne se rend pas nécessairement au niveau de la base.

L'hon. Wayne Easter: Est-ce que des recherches ont été faites à long terme? Je découvre que dans le secteur de la recherche, étant donné qu'on fait appel aux investissements du secteur privé, on parle surtout de recherche à court terme — de cinq à six années — pour permettre de rentabiliser leurs investissements. Nous avons l'habitude de faire des recherches qui s'étaient sur 10 à 20 ans, est-ce que c'est toujours le cas?

Mme Dela Erinth: C'est l'effet McDonald. Tout doit être fait en 45 secondes ou deux ans. Ce n'est pas suffisant. Nous devons faire des recherches à long terme. Nous devons remettre sur pied les recherches en production primaire. Ces recherches doivent être multidisciplinaires et régionales parce qu'on ne peut s'attendre à ce que des pommes qui sont produites sur la côte Ouest peuvent être cultivées aussi facilement sur la côte Est. Les conditions climatiques sont différentes, l'environnement est totalement différent.

L'hon. Wayne Easter: J'ai une autre question.

Je crois Brian que vous avez dit qu'on vous demande maintenant de veiller à la salubrité des aliments à la ferme. Je crois que l'ACIA vous demande d'atteindre les normes en vigueur dans les usines alimentaires. Ce qui se passe au Canada c'est qu'on nous demande de satisfaire à des normes alors que, comme quelqu'un d'autre l'a déjà dit, nous devons être en compétition avec des salaires plus bas ou de la main-d'oeuvre à bon marché ainsi que des normes environnementales moins strictes qui ont cours dans le monde. Je crois que la concentration des entreprises de détail de ce pays est telle que, avec leurs entrepôts de style Walmart, ces entreprises se servent des normes environnementales moins strictes et des coûts de main-d'oeuvre plus bas ailleurs dans le monde pour nous obliger à baisser nos prix et à nous expulser du marché.

J'aimerais que vous commentiez là-dessus, parce que nous devons décider, en tant que pays, si nous voulons des agriculteurs ou non et cette décision doit être prise collectivement au niveau provincial et fédéral. Tous les gouvernements à mon avis, tout parti confondu, que ce soit au fédéral ou au provincial sont aussi mauvais les uns que les autres. Il n'y a aucun leadership fédéral, de mon point de vue.

Alors que pouvons-nous faire pour changer les choses? Nous n'aurons plus de communautés agricoles c'est aussi simple que ça. C'est ce qui est arrivé dans l'industrie porcine et dans le secteur de l'élevage bovin.

M. Brian Boates: Rapidement, lorsque je suis rentré chez moi et que j'ai regardé les opérations, il était clair pour moi que la valeur ajoutée était la façon de faire et nous étions beaucoup encouragés dans ce sens. Mais une fois que j'ai fait ça, toute la question d'augmenter les normes de salubrité des aliments est arrivée et m'a frappé sans crier gare. Je savais que ça s'en venait, mais si vous cherchez un secteur dans lequel vous voulez aider les agriculteurs, ce secteur m'aiderait beaucoup.

D'un côté, j'ai des installations de traitement tout à fait modernes sur ma ferme, et d'un autre côté, je fais de l'agriculture avec des machineries vieilles de 30 ans que j'ai héritées de mon père. Il n'y a aucun équilibre, j'ai une usine de traitement moderne et des équipements tout à fait désuets.

• (1150)

Le président: Merci, Brian.

Nous allons passer maintenant à M. Hoback, pour cinq minutes.

M. Randy Hoback: Merci, monsieur le président.

J'aimerais continuer avec la question de M. Easter concernant les initiatives provinciales. Est-ce qu'il y a des initiatives provinciales auxquelles vous avez participé ou que vous avez aidé à élaborer que vous croyez qui pourraient nous aider du côté fédéral?

M. Danny Davison: Oui, il y a certains programmes dans la province qui sont valables et avantageux pour les producteurs et dont les coûts sont partagés entre les niveaux fédéral et provincial. Bien que je ne connaisse pas très bien les exigences du côté fédéral, je dirais que s'il peut y avoir un peu de souplesse ou un peu d'indulgence afin de permettre au gouvernement fédéral de donner plus d'argent aux provinces, comme il a été mentionné je crois ce matin, et ainsi permettre aux provinces de décider elles-mêmes comment l'argent est dépensé... Je crois que j'ai déjà dit que ça ressemblerait un peu au système de soins de santé. Je dis cela parce que je crois que dans chaque province il y a beaucoup de gens qui ont de très bonnes idées et qui savent beaucoup mieux où l'argent doit être dépensé pour faire avancer la province ou, comme quelqu'un l'a déjà mentionné, des groupes de provinces comme la région de l'Atlantique ou la région des Maritimes.

Je crois que oui, il existe d'excellents programmes, et il serait très avantageux si le gouvernement fédéral —

M. Randy Hoback: J'essaie d'en connaître un peu plus sur des programmes précis. Est-ce qu'il existe des programmes précis dont vous pouvez parler parmi les initiatives provinciales?

M. Danny Davison: Je vais vous en nommer qu'un. Il y a le Fond d'investissement agricole. Une partie des dépenses sont partagées. Je ne connais peut-être pas tous les détails, mais je crois que le gouvernement fédéral permet le financement de choses comme la salubrité des aliments sur la ferme. Il y a un peu de souplesse également pour la planification de la relève et des choses comme ça.

M. Randy Hoback: Il s'agit encore de financement fédéral. Est-ce qu'il existe un financement provincial?

M. Danny Davison: Oui, le financement est fédéral et provincial. Ils vont ensemble pour ce type de programme. Il y a également d'autres parties du programme qui sont uniquement financées par les provinces et que le gouvernement fédéral ne finance pas, comme l'aménagement de terrain.

La réponse à votre question est oui, et selon moi, ce sont des programmes comme le Fond d'investissement agricole.

M. Tim Ansems: Au niveau provincial, comme Danny l'a dit, il y a le Fond d'investissement agricole. Lorsque je suis entré dans l'industrie du dindon il y a dix ans, on m'a fait grâce des intérêts sur mon prêt. Comme il a été mentionné plus tôt, le montant était assez minimal comparativement à ce que j'avais emprunté. La grâce des intérêts était comme une tape sur l'épaule. Du côté financier ça n'a pas beaucoup aidé. C'est apprécié, mais...

Le programme fédéral que j'ai beaucoup aimé il y a quelques années était le programme canadien d'options, celui dont Peter a parlé plus tôt. Il a permis à notre revenu familial de s'élever au niveau du seuil de pauvreté.

M. Mark Sawler: Le programme qui a eu une incidence importante je crois sur notre exploitation agricole, et peut-être sur la région, est Select Nova Scotia, ou la promotion de la consommation locale de produits. Il a permis de faire croître le marché et a rendu cela possible.

J'ai constaté un changement spectaculaire dans l'attitude des gens à qui je vends mes produits et des consommateurs, ce qui a eu un effet extrêmement positif sur mon exploitation agricole au cours des trois dernières années. Ce changement a coïncidé avec le lancement de Select Nova Scotia, mais il peut être lié à d'autres facteurs, comme le lancement du livre *The 100-mile diet* et ce genre de choses. Je crois que cela permet réellement d'investir du capital.

Ici, un bon nombre de fermes sont exploitées à l'échelle locale. Nous ne sommes pas de grands exportateurs alimentaires, sauf peut-être pour le poisson et quelques autres aliments. Mais pour ce qui est de l'industrie horticole, mis à part deux ou trois exceptions — les pommes et les bleuets —, dont la plus grande partie est consommée dans les provinces atlantiques, le programme Select Nova Scotia est utile pour nous qui vendons des produits dans la région de l'Atlantique.

M. Randy Hoback: Y a-t-il des politiques ou des programmes du gouvernement actuel qui seront bénéfiques, à votre avis, et sur lesquels vous travaillez en ce moment avec le gouvernement?

M. Mark Sawler: Je n'ai pas de réponse à cette question. Je sais seulement que le programme est utile et j'espère qu'il recevra un appui permanent.

C'est difficile de maintenir ce type de programmes, n'est-ce pas? Au début, ils ont une certaine incidence, mais comment conserver l'intérêt pour ces programmes et s'assurer qu'ils sont maintenus en place? Ça va au-delà de mon expertise, mais j'ai espoir.

• (1155)

Le président: Allez-y, Danny.

M. Danny Davison: Pour répondre au dernier commentaire de Randy au sujet des programmes futurs, en fait, Shelly Manning, ici présente, peut me corriger si je me trompe, mais nous sommes actuellement à la quatrième ou à la cinquième année de la série de programmes agricoles, et je crois que des négociations sont en cours relativement aux prochains programmes de politiques agricoles. Pour cette région, la souplesse des programmes est très importante.

Le président: Merci, Randy.

Monsieur Brison, vous aviez un commentaire à cet égard. Vous avez 30 secondes.

L'hon. Scott Brison: Oui. Nous avons entendu parler plus tôt de l'énergie propre et de la possibilité que les agriculteurs produisent ce type d'énergie. Avez-vous des commentaires concernant l'environnement en Nouvelle-Écosse et la vente d'énergie propre, comparativement à ce qui se passe dans d'autres provinces ou territoires? En Ontario, l'énergie de remplacement vaut plus cher le kilowattheure et il est possible de faire des profits grâce aux tarifs de soutien, contrairement à la méthode de la facturation nette que nous utilisons en Nouvelle-Écosse. Je suis très intéressé à avoir votre point de vue sur la question, à savoir dans quelle mesure nous devons réformer ce système d'énergie.

Le président: Oui ou non.

Monsieur Brison, ce devait être un commentaire, pas une question. Ça empiète sur le temps alloué à M. Shipley.

M. Tim Ansems: Oui, je crois qu'il est possible de produire de l'énergie verte, mais la Société hydro-électrique de la Nouvelle-Écosse a les mains liées. Je crois qu'on ne peut même pas mettre en place des éoliennes dans la municipalité. Des règles bureaucratiques à tous les niveaux font qu'il est très coûteux ou que ça prend beaucoup de temps d'obtenir de l'énergie propre.

Le président: D'accord. Merci.

À ce sujet, lorsque vous dites qu'il n'est pas possible de les mettre en place, est-ce uniquement du point de vue bureaucratique? Ou est-ce en raison du syndrome « pas dans ma cour »?

M. Tim Ansems: Ça dépend probablement de l'endroit où vous êtes. Je crois que le territoire est suffisamment grand dans ma région pour y avoir recours. Le syndrome « pas dans ma cour » provient du fait que ce n'est pas toujours plaisant sur le plan esthétique, bla bla bla.

Mais allons donc! Le prix du pétrole augmentera et vous devrez ouvrir les yeux et vous rendre compte qu'un jour ou l'autre, nous devons être autonomes dans ce pays. Comme l'a dit M. Easter, nous devons décider maintenant si nous voulons produire nous-mêmes des aliments ou dépendre des autres.

Le président: Je vois. Dans ma province, en Ontario, ceux qui sont en faveur d'une énergie verte sont ceux qui ne veulent pas de cette énergie près de chez eux.

Monsieur Shipley, vous avez cinq minutes.

M. Bev Shipley: Merci.

Pour la question de l'énergie, les agriculteurs ont toujours été et seront toujours les meilleurs intendants de la terre. Il n'y a aucun doute à ce sujet. Mais en ce qui a trait à l'Ontario — ce point s'adresse à M. Brison — très honnêtement, ça a l'air bien, mais l'agriculture est désavantagée pour ce qui est de l'énergie verte, en dehors de la ferme j'entends, à moins de louer un bout de terre et d'y ériger une tour.

Pour ce qui est des exploitations agricoles qui produisent de l'énergie verte pour les digesteurs de biogaz, l'agriculture est encore

là très désavantagée. Nous devons travailler là-dessus afin d'obtenir le même taux par kilowattheure, comme pour l'énergie solaire et l'énergie éolienne.

Je vais revenir à l'essentiel. Quelles sont les trois principales composantes fédérales nécessaires pour que ce soit rentable? Je veux simplement aborder la recherche, parce que je crois beaucoup en la recherche et la science, pourvu que l'étape du développement en fasse partie. Je crois que le changement qui s'est produit... Je sais que le rapport de la vérificatrice générale remonte à 2008. Je fais partie du comité sur les comptes publics, et je n'ai pas parlé de ce qui s'est passé depuis ce temps.

Nous avons essayé de décentraliser les activités. Le secteur a reçu environ 26 millions de dollars pour aider certains centres de recherche régionaux à reprendre leurs activités. Je suis d'accord. Pour les personnes qui ont pu voyager d'ouest en est, il faut comprendre les complexités du pays et de l'agriculture, et tout ce qui l'accompagne.

J'espère en fait que cela se produira. C'est difficile de commencer à décentraliser les activités encore une fois, mais nous devons mobiliser les partenaires. Nous sommes allés à l'Université de Guelph, où on parle beaucoup des partenariats dont ils profitent maintenant pour ce qui est du développement de la recherche.

J'espère que plus de recherches pourront être réalisées pour le développement. Mark, vous avez fait un incroyable... vous tous. Nous avons un pays extraordinaire, où ces marchés à créneaux sont importants, mais nous reconnaissons également que 85 p. 100 des produits proviennent de 15 p. 100 des producteurs.

Nous profitons de la diversité. Quelles sont les trois mesures principales que le gouvernement fédéral peut prendre pour contribuer à la rentabilité? C'est l'idée principale. Que devons-nous faire? Simplement commencer, parce que c'est de cette façon que nous pourrions vraiment arriver à certaines recommandations.

• (1200)

Le président: Il ne vous reste que deux ou trois minutes. La question était: « Que pouvons-nous faire pour contribuer à la rentabilité? »

Voulez-vous commencer, Danny?

M. Danny Davison: Je crois qu'il y a deux éléments: protéger la gestion de l'offre — être aussi fiers de ce système que nous le sommes du système bancaire — et nous aider à sensibiliser les consommateurs, parce que nous sommes désavantagés en le faisant nous-mêmes. Ah, et demander au ministre de l'Agriculture de porter un grand chapeau de cowboy.

Des voix: Oh, oh!

M. Danny Davison: Je ne sais pas si c'est dans ses habitudes, mais il devrait simplement porter un chapeau de cowboy.

Le président: Silence, s'il vous plaît.

Mark.

M. Mark Sawler: Je crois que nous devons examiner les aspects pratiques de l'alimentation et continuer d'adapter nos produits à ce que les consommateurs veulent acheter en ce moment. Je parle des questions de marketing et du fait que les consommateurs veulent acheter du temps, la santé... Nous sommes bien loin du temps où les aliments ne servaient qu'à se sustenter. Aujourd'hui, on investit dans l'économie de temps et la santé.

Par exemple, j'ai récemment mis en marché les bâtons de navet. Je n'aurais pas été en mesure de le faire sans l'aide du centre de recherche qui, après la récolte, a transformé les produits et a fait des essais de durée de conservation sur ceux-ci, et des trucs du genre. Il n'a pas fait grand-chose, mais c'était nécessaire pour que nous soyons capables de faire cela de façon autonome et que nous ayons l'appui scientifique dont nous avons besoin. Il est important pour moi que nous ayons un certain appui pour le développement de nouveaux produits.

Le président: Merci.

Est-ce que quelqu'un a un dernier commentaire là-dessus?

Mme Dela Erinth: S'assurer qu'une plus grande partie de l'argent des consommateurs va directement dans les poches du producteur agricole.

M. Mark Sawler: On a parlé de la taxe imposée aux consommateurs pour appuyer les agriculteurs. Peut-être que nous devrions retirer la taxe que les détaillants perçoivent et les programmes de remboursement, et en laisser un peu plus ici, à la place de...

Le président: Bien.

Merci beaucoup à vous tous. Vos témoignages étaient très intéressants.

Comme toujours, nous manquons de temps. Nous devons être dans l'autobus dans un peu moins de 10 minutes. Nous avons

beaucoup discuté, surtout dans le deuxième groupe, de la recherche, et nous ferons notre premier arrêt cet après-midi. Nous allons au centre de recherche de Kentville, et j'ai très hâte d'y être.

J'ai un commentaire, et personne n'a le temps d'y répondre. Au Bureau de la concurrence, nous parlons de rentabilité. L'industrie de l'épicerie au détail a toujours été un de mes dadas. Je crois qu'il y a trop de contrôle, et on peut probablement dire la même chose pour la chaîne d'approvisionnement, les établissements d'emballage et d'autres niveaux.

J'ai laissé une carte ici, si quelqu'un a des commentaires sur le Bureau de la concurrence. Avant tout, je crois qu'il n'a peut-être pas suffisamment d'outils pour faire le travail. Et ensuite, je ne crois pas qu'il les utilise autant qu'il devrait le faire. Alors si vous avez des commentaires sur la manière dont on devrait revoir la structure ou le mandat du Bureau de la concurrence pour qu'il puisse aider à ce sujet, j'aimerais bien que vous m'en fassiez part. Vous pouvez me faire parvenir vos commentaires ou bien les transmettre à la greffière. Je l'apprécierais.

Encore merci d'avoir pris le temps de venir malgré le beau temps. Je vous souhaite la meilleure des chances dans vos projets agricoles. Je vous suis reconnaissant d'être venus.

Merci beaucoup.

La séance est levée.

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5*

*If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5*

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>